

# IRAM

Fonds documentaire numérisé

**Auteur :** MERLET, Michel

**Titre :** « La construction d'une nouvelle identité paysanne. Une métamorphose difficile et inachevée des organisations paysannes au Nicaragua, Note Iram », 39 p.

**Editeur :** IRAM, Paris

**Date :** février 1995

## LA CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE IDENTITE PAYSANNE.

### Une métamorphose difficile et inachevée des organisations paysannes au NICARAGUA

Michel MERLET  
IRAM, Février 1995

Que reste-t-il aujourd'hui au Nicaragua de l'espoir né avec la révolution sandiniste de 1979, des idéaux démocratiques pour lesquels s'étaient battus les nicaraguayens en renversant la dictature somociste ? Dans ce petit pays centraméricain dont l'économie reste fondamentalement agricole, que s'est-il passé au niveau des organisations paysannes <sup>1</sup> au cours de ces quinze années d'histoire tumultueuse ?

Il ne s'agit pas d'une simple question d'école: la gestion de la question agraire par le gouvernement sandiniste de 1979 à 1989 et les modalités de la participation paysanne ont pesé lourd sur l'évolution politique et économique du pays. Les structures foncières ont été profondément modifiées depuis 1979, et le poids des petites exploitations s'est accru, grâce à la réforme agraire sandiniste et aux transformations survenues après l'arrivée au pouvoir de Mme Violeta Chamorro en 1990 (privatisation des entreprises d'Etat, redistributions de terres aux ex-combattants de l'armée sandiniste et de la résistance, et parcellisation spontanée d'une forte proportion des coopératives de production). La principale organisation paysanne, l'Union Nationale de Agriculteurs et des Eleveurs (UNAG), est aujourd'hui pleinement reconnue au niveau national. Elle regroupe un grand nombre de producteurs de tailles très diverses, organisés sous des formes variées, en coopératives de production, de services, ou simplement affiliés à l'organisation syndicale.

Marie Rose Mercoiret et Dominique Gentil définissent cinq critères pour caractériser un "mouvement paysan" <sup>2</sup>: une autonomie intellectuelle et financière, des objectifs conscients et explicites, des rapports significatifs avec l'Etat et le reste de la société civile, une taille et un poids économique / politique suffisant, une organisation interne établie.

---

<sup>1</sup> Nous entendons par ce terme non seulement les organisations syndicales, mais aussi les coopératives et autres organisations de producteurs ayant des fins économiques ou techniques comme par exemple les caisses et fonds locaux de crédit, les groupes de producteurs informels constitués autour de thèmes variés (groupes de paysans expérimentateurs, ...).

<sup>2</sup> Y a-t-il un mouvement paysan en Afrique Noire ? D.Gentil et M.R.Mercoiret, in Politiques agraires et dynamismes paysans: de nouvelles orientations, Revue Tiers Monde N°128, Oct Dec 1991, PUF, Paris.

Les organisations paysannes intégrées à la UNAG semblent aujourd'hui de plus en plus à même de satisfaire ces critères. Certes, l'autonomie financière de l'organisation reste encore imparfaite, mais le montage de projets économiques importants, agro-industriels et financiers vise, entre autres objectifs, à y pallier. Cependant, malgré ses acquis incontestables, la UNAG est encore fragile et ressemble, par certains aspects, à un géant aux pieds d'argile. L'organisation vit en ce moment une importante métamorphose, dont l'issue est encore incertaine.

La UNAG, née sous le contrôle et à l'initiative du Front Sandiniste s'est petit à petit transformée et a conquis ses propres espaces politiques et économiques. Mais la construction d'un mouvement paysan autonome est un processus contradictoire, qui se fonde sur l'existence d'intérêts divergents et peut-être même parfois antagoniques au sein des différentes couches sociales qui composent l'organisation.

Pour comprendre de quel mouvement paysan et de quels paysans il s'agit, il nous faudra commencer par quelques rappels sur les conditions historiques de l'émergence des organisations paysannes au Nicaragua. Nous découvrirons alors que la construction d'un mouvement paysan autonome exigeait la construction d'une nouvelle identité paysanne, en rupture avec l'image historique qui était celle de la paysannerie. Cette construction est elle-même contradictoire. Elle s'articule sur deux pôles, qui ne sont pourtant pas nécessairement antagoniques: les "projets d'entreprise" de l'organisation et ce que nous pourrions appeler le "projet de recomposition à la base".

Tout cela bien sûr, demande du temps. Or, les conditions historiques changent rapidement. La guerre qui avait provoqué tant de souffrances et un véritable déchirement de la paysannerie, est maintenant terminée, mais les évolutions récentes ne permettent pas de garantir que l'extrême inégalité sociale qui avaient été à l'origine du soulèvement populaire de 1979 ne soit pas en train de se reconstituer très rapidement. Le bilan d'ensemble de la période révolutionnaire et de ses lendemains libéraux est sombre sur le plan économique et politique. Il est souvent dramatique au niveau social: la pauvreté et la malnutrition atteignent aujourd'hui des records historiques.

Les organisations paysannes nicaraguayennes ont-elles la possibilité de faire face aux enjeux stratégiques actuels du pays, et de tirer partie des changements structurels qui ont eu lieu depuis 1979, en particulier au niveau des structures foncières ? Les transformations qu'elles connaissent sont-elles de nature à permettre, dans les années à venir, un développement du mouvement paysan, et sa transformation en un mouvement social capable d'apporter des éléments pour la reconstruction d'une société économiquement et socialement viable ?

Sans bien entendu aspirer à tout dire sur un sujet aussi complexe, cet article propose quelques éclairages qui au delà du cas nicaraguayen ont pour ambition de contribuer au

débat sur les évolutions contemporaines des organisations paysannes dans les pays du Sud.

## BREF HISTORIQUE DE LA GENESE DES ORGANISATIONS PAYSANNES NICARAGUAYENNES

De l'explosion des luttes paysannes à l'institutionnalisation des organisations paysannes sandinistes.

*Les débuts: l'Association des Travailleurs de la Campagne (ATC)*

Les principaux acteurs de l'insurrection sandiniste victorieuse de 1979 ne furent pas les paysans, mais les habitants des quartiers populaires et la classe moyenne des principales villes du pays <sup>1</sup>. Pour pouvoir renverser la dictature, le Front Sandiniste de Libération Nationale dû s'allier à une partie de la bourgeoisie agro-exportatrice non somociste et à un secteur de la vieille oligarchie conservatrice, tous deux hostiles à la mise en oeuvre de profondes transformations des structures agraires. Pendant des années, la dictature somociste avait fait avorter toutes les tentatives d'organisation syndicale dans les campagnes. Au moment de l'accès au pouvoir du Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN), la paysannerie nicaraguayenne ne disposait pas d'une organisation nationale pouvant la représenter et défendre ses intérêts. L'Association des Travailleurs de la Campagne, l'ATC, qui s'était créée à peine un an avant l'insurrection en regroupant des ouvriers agricoles et des paysans pauvres, n'était encore implantée que très localement. Elle n'avait pas vraiment d'expérience en matière de lutte syndicale et d'organisation avec le secteur des petits producteurs <sup>2</sup>.

Pourtant, cette situation n'empêcha pas la paysannerie nicaraguayenne de se mobiliser massivement en 1979. Dans le Nord et dans le Centre du pays, certaines colonnes de la guérilla composées de paysans ou d'indigènes, organisèrent spontanément les premières redistributions de terre et de bétail <sup>3</sup>. Dans la plaine de Leon et de Chinandega, avant

---

<sup>1</sup> Les paysans avaient pourtant été pendant des années à la base des réseaux de collaboration indispensables à la survie de la guérilla et un certain nombre d'entre eux avaient intégré l'armée révolutionnaire.

<sup>2</sup> Un certain nombre de paysans (environ 9.000) étaient organisés au sein de 42 coopératives de services, fondées avec l'appui de l'Etat Somociste. Mais la polarisation sociale était alors telle que ces organismes, de par leur origine, étaient considérés avec méfiance par les sympathisants du FSLN. Loin d'être mobilisées par les structures révolutionnaires, ces coopératives furent l'objet de mesures discriminatoires jusqu'en 1985. Par ailleurs, l'église populaire travaillait aussi avec des paysans, et les délégués de la parole deviendront très souvent des dirigeants du mouvement paysan naissant.

<sup>3</sup> Elles seront désavouées et désarmées par le commandement de l'armée sandiniste dès sa création.

même la fin des combats et afin de s'assurer une arrière garde capable de produire des aliments au cas où la guerre se serait prolongée, le FSLN dirigea des invasions de terres et organisa des "communes" qui fonctionnèrent comme des coopératives de production. La mobilisation paysanne ne se limita pas à des actions impulsées directement par le Front: elle se généralisa avec une grande spontanéité au cours des mois qui suivirent l'insurrection avec de nombreuses "récupérations" de terres de grandes et moyennes propriétés. Plus de 10.000 familles paysannes se mobilisèrent, et s'organisèrent en collectifs de travailleurs <sup>1</sup>, interprétant et exécutant de cette façon le décret de confiscation des terres des somocistes, l'un des premiers émis par la Junte de gouvernement. Ce mouvement ne présenta pas les caractères d'une révolte paysanne; il se mit en place sans violence, les paysans mettant à profit l'espace politique qui s'était ouvert avec la victoire du Front, et suivant ses recommandations de modération et ses appels à la patience.

L'organisation paysanne, l'ATC, avec l'appui du gouvernement révolutionnaire, étendit rapidement son champ d'action à l'ensemble du pays en s'appuyant sur les collectifs de paysans pauvres qui s'étaient organisés pour avoir accès à la terre. Elle pût ensuite l'élargir à un grand nombre de producteurs individuels grâce à la politique volontariste d'expansion du crédit rural que le gouvernement mît en place dès 1980. L'organisation au sein d'une "Coopérative de Crédit et de Services" étant une condition nécessaire pour avoir accès au crédit, un très grand nombre de producteurs, environ 50.000 familles, s'organisèrent dans ces structures qui n'avaient de "coopératives" que le nom, et devinrent ainsi membres de l'ATC.

Sur la base d'une mobilisation populaire initiale bien réelle, l'expansion très rapide de l'assiette de l'organisation paysanne sandiniste dans les campagnes s'est ainsi construite sur des bases superficielles, voire artificielles. Elle aurait sans doute pu se consolider si les aspirations des paysans pauvres à l'accès à une parcelle en propriété avaient trouvé un répondant dans la politique de réforme agraire, mais il n'en fût pas ainsi.

#### *Des transformations agraires qui stoppent la mobilisation paysanne*

Alors même que l'on assiste à cette montée des luttes paysannes, qui débouche en février 80 sur une grande marche paysanne pour l'accès à la terre organisée à Managua par la ATC, le FSLN avait entamé un processus de "reconstruction" du pays, qui excluait toute

---

<sup>1</sup> Ils organisèrent alors le plus souvent des pré-coopératives de production, qui leur permettaient dans un premier temps de mieux résister à tous ceux qui cherchaient à stopper cette première redistribution foncière de fait et correspondaient, de plus, à la forme d'organisation préconisée par le FSLN. De fait, il ne fallait pas y voir une aspiration profonde au socialisme, comme cela fut parfois interprété par les cadres sandinistes, mais bien une modalité transitoire qui ne remettait en rien en cause l'aspiration profonde du paysan pauvre à une véritable réforme agraire lui donnant accès à une exploitation individuelle en propriété.

modification radicale <sup>1</sup>. La décision de constituer des fermes d'Etat (appelées "Aire Propriété du Peuple" APP) sur les terres confisquées aux somocistes (novembre 1979) en fut la manifestation la plus visible. Les arguments invoqués étaient nombreux, le besoin d'assurer la récolte, l'irrationalité de vouloir diviser les grandes exploitations, le souci de ne pas laisser s'embourgeoiser les semi-prolétaires qui avaient envahi ces terres en leur permettant l'accès à la propriété, le risque en "recréant des paysans" <sup>2</sup> de priver de main d'oeuvre les grandes entreprises exportatrices considérées comme vitales pour l'économie du pays. Les politiques et les fonctionnaires voulaient en fait à tout prix éviter une réforme agraire véritable qui aurait lésé leurs propres intérêts en diminuant considérablement leur pouvoir.

Les paysans pauvres et les ouvriers agricoles qui occupaient ces terres furent "invités" par les fonctionnaires de l'Etat et par le FSLN à se convertir de nouveau en ouvriers <sup>3</sup>. Seuls les groupes de paysans pauvres les plus motivés purent, avec l'appui de l'ATC, se maintenir et se transformer en coopératives. Ainsi, loin de capitaliser la mobilisation populaire pour lancer des réformes foncières significatives qui aillent au delà des premières confiscations d'ordre politique, l'Etat et le FSLN, en bloquèrent le processus et ne prirent avant 1981 que des mesures secondaires sur la rente, le métayage qui, loin de soulager la situation des paysans sans terre, eurent souvent un effet contraire à celui escompté. Ces politiques, présentées alors souvent comme étant provisoires, brisèrent la dynamique populaire et, en particulier, la mobilisation autour de la terre. Elles firent basculer le rapport de forces en faveur de ceux qui refusaient une transformation structurelle radicale de la société et auront des conséquences très importantes sur l'évolution ultérieure de la révolution.

La nature du projet de développement agricole du gouvernement sandiniste et de la politique d'organisation politique et syndicale du FSLN dans les campagnes à partir de 1981 confirment cette analyse. La politique agraire sandiniste est le produit d'une étrange synthèse entre la vision d'une équipe de technocrates ayant par le passé appartenu à la bourgeoisie non somociste ou géré leurs plus grosses entreprises, et qui occupent des

---

<sup>1</sup> Nous reprenons dans cette partie un certain nombre d'idées que nous avons développées en octobre 86 au V congrès des Sciences Sociales à Managua, dans le texte "El movimiento cooperativo, eje de la sobrevivencia de la revolución", Michel Merlet, Christophe Maldidier, publié ultérieurement par la revue Encuentro en 1987, UCA, Managua.

<sup>2</sup> Le débat sur la "recampesinización" et ses risques, commun au Nicaragua et à bien d'autres pays d'Amérique Latine, illustre bien à quel point les couches dominantes de ces sociétés étaient (ou sont) hostiles à l'idée même de réforme agraire.

<sup>3</sup> Pour faire accepter sa décision, l'Etat dut dédommager les occupants en leur payant des arriérés de salaires et consentir un effort particulier en mesures sociales dans les fermes d'Etat, mesures dont le coût s'avérera rapidement prohibitif.

postes de responsabilité au Ministère du Développement agricole <sup>1</sup>, et celle inspirée de la doctrine communiste des pays de l'Est, souvent véhiculée par l'aide internationale et en particulier cubaine. La supériorité de la grande exploitation et le besoin prioritaire de continuer la modernisation de l'agriculture, sa mécanisation et sa "chimisation" en constituent des éléments centraux. La paysannerie est perçue comme étant un secteur "en retard", un secteur "résiduel", condamné à disparaître, en partie responsable du sous-développement du pays.

L'image que les couches dominantes de la société nicaraguayenne se font des paysans, des "campesinos", n'est que la transposition, après l'indépendance, de celle que les "espagnols" ou les "criollos" se faisaient des indiens sous le régime d'apartheid colonial: celle de sous-hommes, incapables de prendre en compte leur propre devenir, fainéants, alcooliques, et bien sûr corvéables à merci. Les dirigeants révolutionnaires s'avèrent incapables de prendre vraiment leurs distances face à cette réalité, même s'ils souhaitent plus de justice sociale et plus de démocratie. Les dirigeants sandinistes resteront jusqu'au bout opposés à la parcellisation des grands domaines, et à toute politique de renforcement sélectif des secteurs paysans aux dépens des entreprises capitalistes. Ce n'est qu'après avoir perdu les élections en 1990, pendant la période de transition, qu'ils modifieront le texte de la loi de réforme agraire de façon à permettre aux bénéficiaires d'avoir une réelle propriété sur les terres qui leurs avaient été attribuées.

Ainsi, le secteur paysan, dont l'importance au niveau national ne s'impose que peu à peu, ne sera pas pris en compte comme un véritable sujet économique. Il sera l'objet de "mesures d'ordre politique" et de "mesures sociales", qui rendront difficile l'émergence d'un "mouvement paysan" disposant d'une vision et d'un projet autonomes.

#### *La création de la UNAG d'un côté, la réalisation de la Réforme Agraire de l'autre*

C'est parce que les paysans moyens et riches commencent à s'organiser avec la bourgeoisie d'opposition que le FSLN prit conscience de l'urgence d'organiser ces secteurs, nullement pris en compte par l'ATC. En avril 1981, le FSLN appuie la création de l'Union Nationale des Agriculteurs et des Eleveurs (UNAG), qui regroupe petits et moyens producteurs aux côtés d'une partie de la bourgeoisie agraire pro-sandiniste. L'ATC se limitera désormais à organiser les ouvriers agricoles.

Cette décision revêt une importance capitale puisqu'elle revient à refuser un espace d'organisation spécifique aux paysans pauvres et aux paysans sans terre, dont la combativité et les revendications sont jugées dangereuses, et incompatibles avec la politique d'unité nationale et de défense. Ils ne sont plus représentés ni par l'ATC qui s'occupe en

---

<sup>1</sup> On pourra consulter à ce sujet E. Baumeister, La reforma agraria en Nicaragua (1979-1989). Bases sociales de las iniciativas de modernización en un contexto revolucionario. 1994. Thèse de Doctorat, Pays Bas.

fait des salariés permanents, ni par la UNAG qui regroupe à la fois des membres de coopératives et des propriétaires aisés. Ce sera désormais l'Etat qui dirigera l'exécution de la Réforme Agraire; le Ministère de la Réforme Agraire se réservera le droit de parler au nom des paysans pauvres.

La loi de réforme agraire de 1981 permit à l'Etat d'affecter selon les besoins les terres insuffisamment utilisées des grands domaines. Elle s'inscrivit d'emblée dans une perspective de "modernisation": les bénéficiaires en furent les grandes entreprises d'Etat et des coopératives de production de taille moyenne. Les paysans durent accepter de travailler dans ces coopératives de production pour avoir accès à la terre réformée. Le secteur d'Etat augmenta rapidement jusqu'à représenter 20% de la production agricole totale du pays. La politique d'investissement très volontariste de l'Etat accorda la priorité absolue à quelques grands projets agro-industriels. En même temps, la politique macro-économique visait à rendre compatibles la mise en place du projet et la satisfaction des besoins immédiats des secteurs urbains, qui avaient eu un poids prépondérant dans la lutte antisomociste <sup>1</sup>.

Pendant la période 1980-1984, l'organisation paysanne resta fortement dépendante politiquement et économiquement des structures politiques du FSLN. Elle ne se vit confier aucun rôle protagoniste dans l'approfondissement de la Réforme Agraire. Elle participa par contre à la mise en place des nouvelles structures de production: il y eût en quelque sorte une division des tâches entre l'Etat et la UNAG, faisant obstacle à l'émergence d'un véritable mouvement paysan. L'Etat gérait tous les appuis techniques, le crédit, l'assistance technique, la formation à la gestion des coopératives, alors que la UNAG s'occupait de "l'organisation", mais sans avoir les moyens de remettre en cause les schémas imposés par l'Etat et le Parti. Aussi n'est-ce pas le fait du hasard si le mouvement coopératif ne se structure en Fédération de coopératives (FENACOO) qu'en 1990, après la défaite électorale du FSLN.

Cette coupure entre l'organisation syndicale et l'organisation économique détermine en grande partie l'évolution des organisations paysannes et leurs problèmes actuels. Les structures coopératives qui se mirent en place dans les années 80 ne purent jouer un rôle de renforcement ni d'amplification d'un mouvement paysan. Les "coopératives de crédit et de services", organisées par village, n'étaient des coopératives que de nom et ne maîtrisaient absolument pas la gestion des ressources financières; elles fonctionnèrent comme guichets d'un crédit subventionné contrôlé et distribué par l'Etat et se dissolvèrent en grande partie quand celui-ci prit fin. Elles ne permettaient pas un processus d'organisation

---

<sup>1</sup> Ses principales composantes en furent: une politique de change qui instaura une sur-évaluation croissante du cordoba, et dont l'effet négatif sur les exportations fut compensé par l'instauration d'un système complexe de taux multiples, du crédit à la production fortement subventionné, des prix administrés, un contrôle par l'Etat de la commercialisation des produits alimentaires avec subvention bénéficiant le consommateur urbain, le blocage des niveaux des salaires nominaux, contrebalancé au début par des avantages et subventions divers, que l'on appela le "salaire social".



autour des problèmes les plus aigus des paysans, un apprentissage collectif des luttes revendicatives ni la recherche de solutions.

Les coopératives de production avaient soit gagné par leur luttes, soit simplement reçu de la terre de l'Institut de la Réforme Agraire. Mais en aucun cas, elles ne purent vraiment choisir leur forme d'organisation; leurs membres n'eurent pas la possibilité d'accéder à la propriété individuelle de leurs parcelles; le plus souvent, elles n'eurent pas non plus de véritable liberté de gestion et restèrent très dépendantes de l'Etat. Loin de constituer des exemples pour les paysans individuels comme l'affirmait le discours sandiniste, elles dissuadèrent plutôt les paysans pauvres, dont la revendication historique était l'accès à des lopins individuels en propriété, de lutter pour la réforme agraire.

L'accélération des redistributions de terre à partir de 1982 s'opéra ainsi totalement sous le contrôle de l'Etat, sans une participation active de la UNAG. Les dirigeants de cette organisation ne revendiquaient d'ailleurs pas un accès à la terre plus égalitaire. Les structures de direction municipales et départementales de la UNAG étaient en grande partie occupées par des paysans aisés ou par des membres de la bourgeoisie agraire de l'intérieur, aux intérêts souvent opposés à ceux du petit paysannat, et qui, logiquement ne s'investissaient pas dans la défense de ce secteur. L'immense majorité des adhérents de la nouvelle organisation étaient en quelque sorte des membres "captifs" qui avaient intégré des coopératives dont ils ne maîtrisaient pas vraiment l'évolution, et étaient devenus "de fait" membres de la UNAG<sup>1</sup>. L'essentiel du travail de base de la UNAG était alors assuré par des promoteurs salariés, venant très souvent de l'ATC, qui se chargeaient de diffuser l'idéologie collectiviste, de justifier et d'appliquer les schémas d'organisation recommandés par le FSLN et par l'Etat.

De fait les structures locales de la UNAG vont disparaître d'elles même peu à peu, et la capacité de convocation de la UNAG dans les campagnes va progressivement se réduire jusque vers 1984.

## **Résistances et déchirement de la paysannerie**

### *Les effets d'une politique économique contraire aux intérêts des paysans*

La politique économique et agraire menée au cours de ces années 1980-1984 porta préjudice à une grande partie du paysannat. La priorité accordée aux grands projets, aux fermes d'Etat et aux coopératives de production, laissait peu de ressources disponibles

---

<sup>1</sup> Soyons clairs, cela ne signifie nullement qu'ils aient été inscrits de force, ou qu'ils ne se soient pas le plus souvent reconnus dans cette organisation, qui jouissait du prestige et de la confiance du FSLN. Cela aura par contre comme implication que l'expérience accumulée au sein des syndicats ne soit pas à la hauteur de ce que l'assiette numérique de l'organisation aurait pu laisser espérer.

pour la petite production. La politique d'expansion du crédit, sans une redistribution préalable du foncier, n'eut pas l'impact escompté sur la production. Des prix administrés défavorables au secteur rural et la commercialisation obligatoire avec des organismes d'Etat furent très mal acceptés: le marché noir, offrant des rémunérations très supérieures, se généralisa avec tout le cortège habituel de répression et de mécontentement. Dans les régions de l'intérieur, où le réseau de voies de communication était très déficient, la déstructuration des circuits commerciaux traditionnels affecta très profondément les intermédiaires, mais aussi leur clientèle de paysans en situation précaire, de paysans pionniers des zones de la frontière agricole. Pour ces derniers, la vente de certains produits, même à des prix très bas, constituait souvent une condition nécessaire pour l'accumulation et même la simple survie. La ruine du commerce privé, en l'absence d'alternatives, les entraîna avec lui dans une crise profonde.

Dans la région centrale du pays, la résistance paysanne, incapable de se canaliser par des structures reconnues et qui auraient représenté d'une façon authentique les intérêts des producteurs, se manifesta par une intégration massive dans les rangs de la contre-révolution, massivement financée et armée par les Etats Unis d'Amérique. L'organisation interne de la "contra" <sup>1</sup> reprit un schéma clientéliste hérité du passé. Les paysans pauvres bien que constituant le gros des troupes, se trouvèrent encadrés par des paysans riches, par les hommes forts de leur région (propriétaires fonciers, commerçants de l'intérieur, ou souvent leurs fils) qui avaient assumé le commandement des colonnes. Les commandants au niveau national, n'avaient plus rien de paysans, et venaient souvent de la garde somociste. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la résistance n'ait pas réussi à formuler un projet politique répondant aux intérêts de classe des couches majoritaires du paysannat.

Dans la région pacifique, la résistance paysanne prit le plus souvent d'autres formes: le recours au marché noir, l'établissement au niveau des coopératives de production de lopins et de petits troupeaux individuels, souvent plus ou moins clandestins. Certaines coopératives de services commencèrent à réclamer de la terre. D'autre part, beaucoup de paysans se rallièrent à des courants contestataires liés à la hiérarchie de l'église catholique.

L'intensification de l'agression américaine accéléra le processus de dégradation de la situation nationale, économique, politique et militaire. Fin 84, celle-ci était devenue tellement critique que le gouvernement dû instaurer le service militaire obligatoire qui allait fortement contribuer à dresser contre lui les populations rurales et prendre une série de mesures destinées à corriger les déséquilibres macro-économiques. Renouer une alliance avec la paysannerie devenait une condition pour le maintien au pouvoir du gouvernement révolutionnaire. Celui-ci réintroduisit la liberté du commerce, instaura des termes de

---

<sup>1</sup> Nom donné par les sandinistes à tous ceux qui s'opposaient à la révolution. Plusieurs organisations se structurèrent, s'allièrent pour former par la suite la Resistencia Nicaraguense, qui négocia finalement la paix avec le FSLN.

l'échange entre villes et campagnes plus favorables aux producteurs ruraux et introduisit un certain nombre de modifications à la politique agraire. Il semble bien qu'aient plus pesé sur ces décisions la position de certains secteurs de l'armée, préoccupés par l'évolution du conflit, que les pressions des organisations paysannes qui n'avaient alors pas encore vraiment de position autonome. Une fois de plus, leur rôle dans l'application de ces mesures fut de second plan, le gouvernement et le parti se chargeant de leur mise en oeuvre.

Les redistributions de terre s'intensifièrent et les modalités s'assouplirent: le fait d'accepter de travailler collectivement ne constitua plus une condition pour pouvoir avoir accès à la terre. Les assignations à titre individuel se firent de plus en plus nombreuses. Mais les titres de réforme agraire restèrent non négociables et continuèrent le plus souvent à être attribués collectivement. Entre 1985 et 1987, le gouvernement redistribua près de la moitié du secteur d'Etat à des coopératives ou à des paysans <sup>1</sup>.

Ces mesures aidèrent le gouvernement à reprendre le contrôle de la situation. La production vivrière augmenta. Les opérations militaires aidant, l'avancée de la "contra" fût détenue. Le mécontentement dans les campagnes se stabilisa ou même diminua localement. La situation macro-économique continua par contre de se dégrader.

#### *La UNAG à la recherche de son identité*

L'élection en 1984 à la tête de la UNAG de Daniel Nuñez marque un tournant pour l'organisation. Daniel Nuñez est un sandiniste de longue date mais c'est aussi un producteur aisé de l'intérieur, représentatif de toute une couche de "finqueros", qui n'a pas grand chose en commun avec l'oligarchie agraire. Ce sont avant tout des paysans, qui sont souvent partis de presque rien et se sont constitué des exploitations en travaillant aux côtés de leurs ouvriers. Ce sont aussi les hommes forts des villages de l'intérieur. Daniel Nuñez développe le projet d'une UNAG de caractère très large et pluraliste, au sein de laquelle se retrouvent tous les producteurs agricoles et les éleveurs, quelle que soit leur religion, leur credo politique et la taille de leur propriété <sup>2</sup>. Dans la pratique, un certain nombre de ces producteurs aisés de l'intérieur intègrent l'organisation et jouent un rôle croissant au niveau des instances de direction.

---

<sup>1</sup> Une partie des paysans qui reçurent alors de la terre étaient des réfugiés, forcés à quitter les zones de combats, ou quelque fois déplacés de force et regroupés par l'armée dans des zones plus facilement contrôlables. Le bilan net des bénéficiaires de la réforme agraire est donc assez difficile à établir avec précision.

<sup>2</sup> UNAG, 1984, cité par Kees Blokland, dans Participacion campesina en el desarrollo economico, Ed. Paulo Freire Stiching, Holanda. 1992.

L'intégration de ce secteur donne un souffle nouveau au discours des producteurs. Leurs leaders revendiquent haut et fort leurs origines paysannes, et s'opposent sur de nombreux points à la bourgeoisie traditionnelle d'origine oligarchique, qui leur a toujours refusé l'accès au pouvoir. Ce sont eux qui, petit à petit, vont prendre leurs distances vis à vis de l'Etat et du Parti, impulser une revendication culturelle paysanne, et gagner des espaces de liberté pour la UNAG.

Logiquement, ils vont s'intéresser au problème du commerce, essentiel dans leurs régions d'origine, et dont la désorganisation a eu un impact si négatif sur le paysannat. C'est ainsi que la UNAG fonde en 1986 un réseau de magasins ruraux d'approvisionnement, ECODEPA, qui lui permet de se réinsérer dans les campagnes et de toucher de nouveaux petits producteurs. Bénéficiant d'importants apports de fonds de la coopération externe, la UNAG constitue avec ECODEPA sa première entreprise nationale de distribution de produits de base, qui compte 600 salariés en 1988. C'est la première fois qu'une organisation paysanne nationale prend le relais de l'Etat sur un problème d'ampleur nationale, et s'impose comme une alternative possible <sup>1</sup>.

Ce succès politique, important, reste limité à un espace économique où l'Etat avait de fait accepté son échec. La UNAG ne peut par contre pas reprendre à son compte la structuration du mouvement coopératif. Le poids croissant des producteurs aisés dans les structures de décision de l'organisation rend de plus en plus difficile son intervention dans les transformations agraires: les seules voies qui s'élèvent de la UNAG sur ce sujet protestent contre des confiscations abusives de finqueros, et demandent le respect et la garantie de la propriété.

L'intensification de la guerre dans les régions centrales a placé le paysannat au coeur du conflit: il forme l'essentiel des troupes des deux bords; l'escalade de la violence a été très rapide, avec toutes les atrocités qui caractérisent les guerres civiles. Ce déchirement qui a divisé les villages, les familles, a également une influence déterminante sur la UNAG. Ses dirigeants qui ne sont pas épargnés par le conflit, prennent petit à petit conscience de l'absurdité de cette guerre fratricide. Très tôt, Daniel Nuñez prend la défense de producteurs emprisonnés, et entreprend de travailler à la réconciliation de la famille paysanne. Cette épreuve va finalement renforcer l'identité paysanne. La UNAG sera de fait le seul organisme sandiniste qui se soit proposé et qui ait localement réussi, après la fin du conflit, à travailler avec les dirigeants et militants de la Résistance, en s'efforçant de les aider à résoudre les nombreux problèmes qui se posèrent aux anciens combattants.

---

<sup>1</sup> Cet effort n'est cependant possible de cette manière que parce que la UNAG a alors accès, à des subventions externes importantes. L'organisation ECODEPA ne réussira pas facilement à conquérir son indépendance fonctionnelle et financière (voir ci dessous).

## 1988-1990 Les limites du projet sandiniste.

### *Une réforme agraire incomplète*

L'assouplissement des politiques agraires à partir de 1984 ne se transforma pas en une révision radicale de celles-ci. Début 1988, les transformations des structures foncières étaient réelles mais limitées. Les grandes exploitations de plus de 350 ha ne représentaient plus que 19% de la SAU (7% privées et 12% fermes d'Etat), au lieu de 36% en 1978. Les coopératives de production travaillaient 12% de la SAU, et le reste était aux mains des producteurs paysans individuels et des couches de la petite bourgeoisie agraire. 70.000 familles paysannes avaient en principe reçu de la terre <sup>1</sup>, soit à peu près une famille paysanne sur deux, mais la surface redistribuée sous forme d'usufruit individuel ne représentait que 5% de la SAU. Or ni les coopératives de production, ni les fermes d'Etat, ne pouvaient véritablement changer les systèmes de production antérieurs, et de ce fait, aider à résoudre les problèmes structurels. Le nombre de paysans sans terre est resté important et la migration vers les villes s'est intensifiée.

Il existait pourtant encore une marge de manoeuvre importante puisqu'en 1988, les fermes d'Etat et privées de plus de 140 ha représentaient encore plus de 30% de la SAU. La solution la moins onéreuse pour intensifier la production aurait été de redistribuer massivement la terre et les moyens de production aux paysans pauvres <sup>2</sup>. Le FSLN ne le fit pas. Le retour à une situation militaire plus favorable et le début de négociations de paix fin 87 permit au contraire au gouvernement de stopper l'approfondissement de la réforme agraire, sans tirer les leçons des résultats positifs de l'assouplissement de la politique de redistribution des terres et de libéralisation du commerce.

### *L'ajustement économique sandiniste et son impact sur le secteur paysan*

La politique macro-économique avait cherché à créer des conditions favorables à la modernisation de la production agricole et avait de fait favorisé les grandes unités de production. Mais les résultats de cette politique ne furent pas conformes aux prévisions:

---

<sup>1</sup> Il est impossible d'évaluer avec précision l'évolution de la différenciation sociale au sein même du paysannat depuis 1978, en l'absence de recensement récent. Cette évolution et les transferts de population dus à la situation de guerre ont limité l'impact apparent de la réforme agraire.

<sup>2</sup> Il faudra attendre les années 1990 pour que soient privatisées les fermes d'Etat, sous le gouvernement de V.Chamorro; et seulement une partie d'entre elles sera redistribuée aux paysans ou aux travailleurs agricoles, le reste étant soit restitué à leurs anciens propriétaires, soit vendu à bas prix à la bourgeoisie.

les déséquilibres macro-économiques, aggravés par la guerre, atteignirent de 1985 à 87 des proportions considérables, au point de rendre impossible toute politique économique cohérente <sup>1</sup>.

La réduction brutale de l'aide externe, liée aux transformations dans les pays d'Europe de l'Est, obligea le gouvernement à prendre des mesures au début de l'année 1988 <sup>2</sup>. Le FSLN opta pour la mise en place d'une politique d'ajustement économique radical conforme aux orientations des institutions financières internationales, et renonça à continuer à approfondir son action sur les structures foncières. La UNAG ne protesta pas. La politique de crédit du gouvernement changea radicalement, et les subventions diminuèrent fortement <sup>3</sup>.

L'application de ces mesures ne fut pas aisée mais leur impact principal fut d'inverser le processus de redistribution de la richesse nationale qui avait été initié par le gouvernement sandiniste après son arrivée au pouvoir. Les secteurs populaires en furent les grands perdants.

Avec la suppression des diverses subventions, et avec le nouveau système de prix relatifs, beaucoup de systèmes de production paysans qui s'étaient développés au long des années antérieures perdirent toute viabilité. Mais surtout, les conditions économiques et sociales dans lesquelles l'ajustement se réalisa ne permirent pas une évolution douce et

---

<sup>1</sup> La surévaluation du cordoba avait entraîné des pertes de change considérables et provoqué le gaspillage des biens de capital et des intrants importés. Le système de prix administrés et de taux de change multiples avait à tel point perturbé les prix relatifs que les décisions économiques rationnelles au niveau micro économique représentaient souvent des non-sens au niveau du pays. L'expansion du crédit subventionné avait favorisé les secteurs les moins productifs, ceux de la bourgeoisie et des fermes d'Etat. Les subventions aux produits alimentaires, et la politique de crédit pesaient très lourd sur le budget de l'Etat. A tout cela il faut ajouter le coût prohibitif de la guerre, et les effets du blocus nord américain. Dans ces conditions, le déficit fiscal augmenta fortement, et les émissions monétaires auxquelles l'Etat fit appel pour faire face à la situation finirent par déboucher sur un processus hyper-inflationniste. La balance commerciale se détériora de façon constante, contrairement aux objectifs annoncés de la politique sandiniste, du fait de l'incohérence de la politique économique et des effets de la surévaluation du cordoba.

Une autre conséquence importante de la politique sandiniste fut la détérioration du pouvoir d'achat des salaires, qui prit des proportions dramatiques avec l'inflation. En 1987, le pouvoir d'achat du salaire minimum n'était plus que 5% de sa valeur de 1980. Jamais, semble-t-il, au cours de l'histoire récente une telle dévalorisation des salaires ne s'était produite, et le gouvernement dut instaurer une aide alimentaire subventionnée pour les employés publics.

<sup>2</sup> Les mesures économiques de Février 88 consistèrent en une forte dévaluation, un changement de monnaie accompagné de mesures destinées à réduire la masse monétaire, l'établissement d'un taux de change unique et la fixation des prix des produits agricoles en accord avec les prix du marché mondial (mesures qui ne furent pas appliquées comme il était prévu), un essai (infructueux) de réévaluer les salaires accompagné d'une grande mobilisation populaire pour éviter la spéculation et contrôler les hausses de prix, la suppression des subventions et la réduction des dépenses de l'Etat, avec un plan de licenciements massifs d'employés de la fonction publique.

<sup>3</sup> en 1987, la subvention implicite au crédit agricole s'était élevée à 93% du montant total du crédit sur l'ensemble du pays. en 1988, on estima que la récupération couvrait désormais environ 60% en monnaie constante.

progressive. Les différents types de producteurs ne jouissant pas des mêmes possibilités pour réussir leur adaptation, les mesures eurent comme conséquence immédiate une violente réactivation du processus de différenciation sociale. Le processus d'accumulation que certains secteurs paysans avaient entrepris grâce à l'inflexion de la politique agraire de 84-85, aux transferts de subventions par l'intermédiaire des intrants, du crédit, aux redistributions de terre, et à la stabilité du prix du maïs, fut très brutalement interrompu. Après les mesures d'ajustement, les couches les plus défavorisées <sup>1</sup> souffrirent un processus de dé-capitalisation aiguë, tandis que les couches les plus favorisées connaissaient le processus inverse, et pouvaient même tirer parti de la crise.

*La UNAG ne peut réussir à structurer un mouvement social paysan*

La UNAG affirme une indépendance croissante par rapport à l'État, et lui dispute le privilège d'organiser les services à la production: magasins d'approvisionnement et coopératives de services. Mais l'histoire de l'organisation et sa composition hétérogène rendent son action difficile. Le rêve de pouvoir remplacer l'État en organisant depuis le haut une modernisation que le gouvernement n'a pas pu mener à bien pèse plus que la volonté de mobiliser une paysannerie pauvre qui n'arrive pas vraiment à faire valoir ses intérêts dans les décisions stratégiques de l'organisation.

Au cours de la fin de la période sandiniste, d'importants changements ont lieu au niveau de l'organisation du travail dans certaines coopératives. Le travail individuel se généralise de plus en plus. La UNAG ne se prononce pas sur ces évolutions, et ne réactualise pas sa vision du développement coopératif.

La crise provoque une certaine réactivation de la lutte pour la terre, qui atteste que le problème du foncier n'est pas résolu, mais qui ne modifie pas non plus en profondeur la position de la UNAG. Le gouvernement cherche à résoudre au cas par cas les demandes des paysans, en leur cédant en général des fermes d'État. Alors que le FSLN avait déclaré à plusieurs reprises que l'époque des redistributions de terre avait pris fin, il réinscrivit dans son programme de gouvernement en vue de la campagne électorale la distribution de terre à 25.000 familles de nouveaux bénéficiaires. Ces déclarations d'intention venaient trop tard et n'allaient pas influencer sur le scrutin, qui sanctionnera le Front et permettra l'arrivée au pouvoir de l'Union d'Opposition, dirigée par Madame Chamorro.

---

<sup>1</sup> Les producteurs qui avaient reçu de très petits lopins de terre sous forme individuelle sans titre de propriété, et seulement avec un titre de réforme agraire collectif, furent parmi les plus durement touchés. Ne sentant pas que la terre leur appartenait, ils n'ont pas investi l'important travail nécessaire pour continuer à travailler les parcelles d'une manière continue; la taille réduite des lopins ne leur donnait pas l'espoir de pouvoir longtemps vivre de leur exploitation. Certains ont alors eu un comportement minier, en attendant de trouver de meilleures opportunités de travail ailleurs.

## **L'après 1990: un nouveau contexte économique et politique**

Le gouvernement sortant poursuivra l'ajustement structurel, réussira à consolider la paix et à désarmer la plupart des combattants. Il pourra aussi stopper l'inflation, en partie grâce à une réactivation considérable de l'aide externe. Mais ces deux succès indéniables sont fragiles: la violence n'a pas cessé, et prend toutes les formes de délinquance; la perfusion permanente sous laquelle se trouve l'économie donne une image faussée de la réalité et des graves déséquilibres qui persistent.

### *La dissolution du lien social sandiniste*

Le traumatisme de la défaite électorale a été d'autant plus fort que la perte des élections n'avait pas été prévue par les sandinistes. Au cours de la période de transition entre les deux administrations, un grand nombre de mesures législatives et administratives furent prises par le FSLN pour affronter la nouvelle situation. Il apparût seulement alors que la légalisation des terres affectées par la réforme agraire avait été très incomplète, et que beaucoup d'anciens propriétaires allaient pouvoir exiger la récupération de leurs biens. Le gouvernement sortant publia un certain nombre de textes de loi cherchant à renforcer la position des nouveaux propriétaires urbains et ruraux, lesquels seront par la suite être fortement questionnés.

Pour la première fois, le titre de réforme agraire devint un titre susceptible d'être vendu à un tiers, c'est à dire un véritable titre de propriété. Les instances gouvernementales essayèrent de faire en quelques semaines toutes les remises de titres qui n'avaient pas été faites jusqu'à cette date. La Fédération Nationale des Coopératives fût créée en quelques jours, sans que puisse être organisés un débat et une mobilisation populaire sur les formes qu'elle devait prendre; quoiqu'il en soit, le mouvement coopératif pût enfin jouir d'une représentation autonome.

Ces procédures hâtives donnent lieu à un certain nombre d'abus, en particulier des redistributions arbitraires de propriétés ou de biens, connus sous le nom de "la piñata". Un certain nombre de dirigeants sandinistes se trouvèrent impliqués dans ces affaires, et furent accusés d'enrichissement frauduleux. La lumière n'a pas encore été faite sur tout cela et le Front Sandiniste, en ne désignant pas les coupables, a perdu la confiance d'un certain nombre de militants et de sympathisants. En même temps, la vie interne du parti s'est réduite considérablement. Il en résulta une croissante dissolution du lien social sandiniste qui avait marqué les années passées.



## *La poursuite des transformations foncières*

Les transformations au niveau du foncier continuèrent avec la privatisation du secteur étatique (APP) au profit de la bourgeoisie, des anciens combattants de l'Armée Populaire Sandiniste et de la Résistance Nicaraguayenne, et des travailleurs des fermes d'Etat. Elles donnèrent lieu à des négociations nationales où intervinrent les différents organisations. Les luttes se réactivèrent. Une partie des terres fut restituée aux anciens propriétaires, une autre partie importante fut indemnisée, par l'intermédiaire de bons.

Les transformations eurent aussi lieu silencieusement sous l'impulsion des producteurs de base: en 1994, environ 80 % des terres des coopératives de production avaient été parcellisées.

Globalement, l'impact sur la structure foncière nationale de ces changements a été considérable. Tout semble indiquer que les tendances de redistribution du foncier ait dans un premier temps largement dominé celles de reconcentration de la propriété. Le Nicaragua devenait ainsi un pays où domine très largement la petite production paysanne <sup>1</sup>.

Mais la politique économique du gouvernement et sa gestion des innombrables problèmes juridiques apparus autour de la question de la propriété rentrent en contradiction avec cette nouvelle situation foncière. Loin de profiter du contexte plus égalitaire de la propriété foncière pour amorcer un développement économique, ces politiques placent les nouveaux petits producteurs et les entreprises privatisées au bénéfice des travailleurs dans une situation d'insécurité en ne résolvant pas rapidement les problèmes fonciers, et les asphyxient économiquement en leur refusant tout accès au crédit et en ne renégociant pas les dettes acquises antérieurement par leurs coopératives ou leurs entreprises.

De fait, des études récentes montrent que d'importants processus de reconcentration foncière ont déjà commencé dans certaines régions. Environ 30 % des anciens combat-

---

<sup>1</sup> Il est impossible de se faire une idée précise de la répartition du foncier aujourd'hui au Nicaragua. Le dernier recensement remonte à 1971, et n'est que partiellement disponible. Entre cette date et aujourd'hui, on estime que la superficie agricole est passée de 8 à 11 millions de manzanas approximativement (1 mz = 0.7 hectares). On ne sait pas comment ont évolué les surfaces qui n'ont pas été affectées par la réforme agraire, s'il y a eu concentration ou au contraire division des propriétés. Par contre, malgré des problèmes d'incohérence importants entre les sources, il est possible de reconstruire l'évolution des surfaces en supposant un statut quo de la propriété non affectée et en traduisant les diverses modifications due à la réforme agraire et aux modifications récentes. Ce calcul, indicatif, montre qu'avec ces hypothèses, les exploitations de moins de 140 ha représenteraient 69% de la surface agricole du pays, les exploitations de 140 à 350 ha 16% et les exploitations de plus de 350 ha seulement 9%. En 1979, le poids des exploitations de moins de 140 ha était de 47%, et en 1990, de 54%. (M.Merlet, à partir des sources suivantes, Ciera 1989, Wheelock 1990, et INRA 1993).

tants de la Résistance ayant reçu de la terre l'ont vendue dans les mois qui ont suivi, sans qu'aucun mécanisme de régulation ne soit mis en place <sup>1</sup>.

*Un nouveau contexte pour les organisations paysannes. De nouveaux acteurs.*

Les organisations paysannes n'étaient pas préparées pour affronter une situation de cette nature. Elles manquaient d'expérience en matière de luttes au niveau local. La UNAG commençait tout juste à affirmer son indépendance vis à vis de l'Etat. Une brèche importante s'est souvent creusée entre les propositions des instances de direction et les besoins des membres de la base. Dans ces conditions, les processus de concertation nationale, promues en même temps que l'ajustement structurel, peuvent s'avérer particulièrement dangereuses.

Nous reviendrons plus avant sur le cas de la UNAG, qui nous intéresse plus particulièrement ici. Disons tout de suite un mot très bref des autres organisations.

L'ATC, avec la conduite des luttes pour la privatisation de certaines fermes d'Etat en faveur des travailleurs, retrouve une seconde jeunesse. De son sein, surgit l'Union Nationale des Producteurs Agricoles (UNAPA), qui regroupe la plupart des entreprises anonymes associatives qui prennent alors naissance. L'influence des conceptions modernisatrices qui avaient prévalu à la formation du secteur d'Etat reste importante au niveau de l'UNAPA, où travaillent d'ailleurs toujours comme techniciens certains gestionnaires de l'ancien APP. Pour un secteur du FSLN, les entreprises anonymes des travailleurs constituent la nouvelle utopie, une forme de transition vers le socialisme. Cependant, il y a une différence de taille avec le passé: les luttes sont désormais menées par les ouvriers, et la survie du projet dépend avant tout d'eux-mêmes. Cela force à rectifier rapidement les erreurs, sous peine de tout simplement disparaître. Le mouvement UNAPA constitue de fait une réalité nouvelle et dynamique dans l'univers des organisations de producteurs du Nicaragua.

Les ex-combattants de la Résistance ont eu de grosses difficultés à se constituer en organisations paysannes viables. La structuration des colonnes de la Résistance dont les chefs étaient souvent des paysans aisés et la troupe des paysans pauvres, l'expérience spécifique d'organisation militaire, ont très probablement constitué des freins à l'organisation ultérieure de ces producteurs. L'Association Civique de la Résistance Nicaraguayenne, ACRN, l'Association des Commandos de la Résistance, ACOR, y travaillent pourtant. D'autres ont optés pour une organisation plus politique en créant le Parti de la Resistencia. La réinsertion des combattants implique un cortège d'aides

---

<sup>1</sup> Voir les résultats des études réalisées dans le cadre de la préparation du projet CEDEPER (INRA, Communauté Européenne) en 1993 et 1994 dans les régions de Rivas, Chontales, et Leon. (Matus J, 1994).

internationales diverses dont le paternalisme ne favorise pas l'émergence d'associations autonomes. La collaboration avec la UNAG a été parfois très réelle, en particulier avec ACOR.

Signalons pour finir la prolifération d'Organisations Non Gouvernementales travaillant avec le secteur rural, dont certaines appuient l'émergence de formes d'organisations locales sur des thèmes particuliers (crédit, assistance technique, commercialisation, foncier, obtention de titres de propriété des terres ....). Tous ces groupes constituent de nouveaux acteurs qui peuvent être amenés dans le futur à jouer un rôle important, en renforçant la capacité d'organisation, de proposition, et d'action au niveau local.

Cette longue reconstruction historique était nécessaire pour aborder plus en détail l'analyse des évolutions actuelles des organisations paysannes. L'émancipation des organisations paysannes, et, nous l'avons vu de la principale d'entre elles, la UNAG, implique une profonde métamorphose. Ce sont les modalités de la construction d'une nouvelle identité paysanne, dont nous avons déjà évoqué un certain nombre de manifestations initiales, que nous allons maintenant développer.

## **LA CONSTRUCTION CONTRADICTOIRE D'UNE NOUVELLE IDENTITE PAYSANNE: 1- LE PROJET D'ENTREPRISE DE LA UNAG**

### *Un nouveau projet pour la UNAG*

Le deuxième congrès de la UNAG en 1992 décide d'un important changement d'orientation. Tout en réaffirmant sa volonté de représenter tous les producteurs agricoles et les éleveurs, la UNAG entend désormais monter ses propres entreprises pour intervenir dans le domaine du développement. En fait le congrès confirme la volonté de mener plus avant des processus qui se sont développés au cours des dernières années et dont la première manifestation avait été ECODEPA.

Quand la UNAG affirme qu'elle est en train de vivre le passage de "una organización gremial organizativa a gremial-empresarial", elle affirme à la fois un projet et un refus.

Toutes les grandes familles de l'oligarchie nicaraguayenne, dont la prospérité initiale était souvent fondée sur la grande propriété foncière, et celles qui ont été liées à la "dynastie" somociste, ont consolidé et développé leurs richesses grâce à la constitution de groupes

économiques puissants <sup>1</sup>. Ces groupes sont formés par des entreprises diverses, de taille importante, intervenant entre autre dans le domaine de la commercialisation, la transformation et l'exportation des produits agricoles; ils ont tous aussi leurs propres structures financières, leurs propres banques. Les producteurs aisés de l'intérieur, ceux que l'appelle au Nicaragua les producteurs "chapiollos" et qui constituent cette fraction de la bourgeoisie rurale d'origine paysanne qui a un poids prédominant au sein des structures de direction de la UNAG, ont été historiquement exclus de ces grands groupes économiques. Le projet sandiniste, en conformant un super-groupe de propriété d'Etat <sup>2</sup>, ne leur a pas non plus donné la place qu'ils souhaitaient. Le projet de la UNAG est donc clair: il s'agit pour les producteurs de constituer leur propre groupe économique, avec ses entreprises de commercialisation, de transformation, et ses propres structures bancaires afin d'obtenir enfin des solutions à leurs problèmes. Rien d'étonnant de fait que, dans un contexte idéologique d'ajustement structurel, de déification de la liberté du marché, l'entreprise soit perçue comme étant la voie royale pour sortir de la crise et conquérir sa place dans la société.

Mais le projet d'entreprise de la UNAG est en même temps un refus: celui du rôle que le FSLN lui a fait jouer au cours des années passées, celui d'une "organisation de masse", chargée d'encadrer ("organiser") les paysans sous la direction du parti et de l'armée sandiniste <sup>3</sup>. La UNAG souligne que la guerre a été "la pire épidémie que la paysannerie ait connu" et que ceux qui en ont tiré profit, "ceux qui ont fourni les ministres" ne sont pas ceux qui se sont fait tuer dans les combats. En se posant comme défenseur de tous les paysans, qu'ils aient été contras ou sandinistes, et comme les principaux promoteurs de la pacification et de la réunification paysanne, la UNAG se libère de la tutelle sandiniste, s'émancipe. Ce n'est un hasard si au cours de ce même congrès, les orientations d'un projet d'entreprise sont confirmées: en fondant et en gérant ses propres entreprises, la UNAG se donne les moyens de n'être plus une "organisation de masses" du FSLN.

### *La stratégie d'entreprise se concrétise, non sans problèmes*

Le projet ECODEPA et ses magasins d'approvisionnement pour les paysans, dont nous avons parlé précédemment, constitue la première expérience de gestion de ressources

---

<sup>1</sup> Ces principaux groupes ont été décrits par J.Wheelock dans un livre célèbre, publié avant la révolution, "Impérialisme et dictature", qui a servi de référence à la plupart des dirigeants sandinistes.

<sup>2</sup> dont la gestion reste en grande partie dominée par des techniciens qui ont été liés aux activités agro-industrielles de certains de ces groupes économiques historiques, voir E Baumeister Op cit.

<sup>3</sup> Le rapport d'évaluation du Deuxième congrès ne renie pas les efforts développés par la UNAG pour organiser l'auto défense dans les coopératives, pour recruter des soldats pour les bataillons de réserve, il constate seulement avec amertume que c'est la logique des militaires qui a souvent guidé l'organisation des coopératives, et compromis sérieusement leur développement. (Memorias del II Congreso - informe evaluativo, 1992. p 53).

financières par la UNAG. Jusqu'en 1989, ECODEPA vécut des dons d'organismes solidaires de la coopération internationale; la Suède apporta de très grosses sommes pour ce projet. La logique de l'institution était plus de subvention que d'entreprise. Les volumes engagés étaient considérables: de 1987 à 1989, la UNAG estime que le montant des pertes diverses et des subventions d'ECODEPA s'éleva à 9 millions de dollars<sup>1</sup>. En 1990, il devenait urgent de transformer ECODEPA en une structure économiquement viable; l'aide externe ne pouvait continuer à affluer comme par le passé, et une partie des dons se transforma en crédits: ECODEPA adopta une structure de coopérative polyvalente, promue depuis les structures centrales. Celle-ci, dans ces conditions, aura des difficultés à se traduire en réalité au niveau de la base. ECODEPA développa également des entreprises agro-industrielles, de traitement du café, du sésame, du riz et commença à travailler à l'importation et à l'exportation (sésame, puis café). L'entreprise se mit à distribuer du crédit pour la commercialisation et parfois la production en s'appuyant sur ses magasins coopératifs. Le volume de ses ventes s'accrut considérablement, passant de 1,5 million de dollars en 1989-90 à plus de 19 millions en 1991-92.

Ce développement trop rapide et l'incursion dans des domaines économiques à haut risque ne pourront être maîtrisés par ECODEPA, qui connut en 1994 une crise économique extrêmement grave. La structure centrale dut fermer, et se constituèrent, là où une réhabilitation était possible, des coopératives polyvalentes départementales indépendantes, de façon à améliorer la gestion et limiter les risques.

La UNAG participa activement au processus de concertation nationale mené par le gouvernement de Antonio Lacayo<sup>2</sup>. Les revendications qu'elle mit en avant reprennent les lignes de force de son projet d'entreprise. Lors de la privatisation en 1991 de l'abattoir le plus grand du pays, le Carnic, la UNAG obtint qu'il soit transformé en un consortium coopératif dont les propriétaires sont la UNAG, des éleveurs privés ou organisés en coopératives, et les travailleurs de l'entreprise<sup>3</sup>.

En 1994, après des gestions assez longues pour pouvoir réunir la somme légalement nécessaire, la UNAG ouvrit la première banque liée à l'organisation paysanne, le Banco del Campo (BANCAMPO). Le Banco del Campo est présenté comme devant couvrir à terme les besoins de financement des petits et moyens producteurs et s'auto-définit non seulement comme une banque commerciale, mais aussi comme une banque de développement. Il constitue une pièce clef du projet d'entreprise de la UNAG:

---

<sup>1</sup> Rapport du II Congrès de la UNAG, p 61.

<sup>2</sup> le gendre de la Présidente, dont le poste correspond à celui de premier ministre, et qui a dirigé le gouvernement de Violeta Chamorro depuis 1990 jusqu'à présent.

<sup>3</sup> Selon Baumeister, cette privatisation se serait faite de la façon suivante: les ouvriers disposeraient de 25 % des parts et les éleveurs 75 % . Chaque part valait 1000 US\$, et une même personne physique ne pouvait pas avoir plus de 14 parts. E Baumeister, *Farmers' organisations and agrarian transformation in Nicaragua*. Communication à publier.

"D'ici 5 à 10 ans, le Banco del Campo devrait constituer une alternative qui organise les secteurs des petits producteurs, des producteurs de taille moyenne, des coopératives, en un bloc économique très important pour l'économie et le futur de notre pays" <sup>1</sup>

Il s'agit d'une banque privée dont l'ambition est de financer les entreprises liées à la UNAG, et de concurrencer les nombreuses autres banques privées qui se sont reconstituées au Nicaragua depuis 1990. Ses actionnaires sont des individus, ou des organisations coopératives locales au travers d'une association coopérative, des organisations nationales comme la UNAG, la Fédération Nationale des Coopératives, et des investisseurs étrangers.

Malgré les déclarations d'intention de trouver des formes spéciales d'attention financière des secteurs dits "à haut risque", qui constituent l'essentiel du petit paysannat, il semble probable que les exigences de rentabilité obligeront le BANCAMPO à avoir le même type de clientèle que les autres banques privées. Ceci ne manquera pas de susciter des protestations des petits producteurs et coopératives de base qui ont parfois apporté leur quote-part à la constitution du capital de BANCAMPO.

L'expérience, tout comme l'avait été ECODEPA prend naissance au niveau national, sans que se soient constituées et consolidées au préalable des structures locales d'épargne et de crédit au niveau local <sup>2</sup>. Même s'il n'est pas incompatible avec de telles structures délocalisées, le projet du BANCAMPO ne les intègre pas encore dans son schéma.

Après la perte des élections par le FSLN, le mouvement coopératif s'est retrouvé brutalement orphelin de son tuteur étatique. C'est alors que la Fédération Nationale des Coopératives (FENACOO), s'est constituée et est devenue une des structures nationales de la UNAG. Au niveau local, la très forte incertitude qui pèse sur le foncier dont les coopératives de production ont été les bénéficiaires a souvent amené celles-ci à se regrouper en Unions Locales, les UCAs, pour mieux défendre leurs terres. Ces UCAs sont en train de devenir des structures coopératives polyvalentes de second niveau et se projettent comme des éléments importants du projet d'entreprise de la UNAG. Elles ne concernent à l'origine qu'un secteur très limité de la paysannerie. Ce mouvement se combine à celui des coopératives départementales de services issues de l'éclatement d'ECODEPA, qui travaillent avec des petits producteurs individuels.

---

<sup>1</sup> Banco del Campo, promoviendo el desarrollo. Resumen del proyecto de factibilidad. Banco del Campo/Consultechnia. Managua. Sin Fecha.

<sup>2</sup> De son côté, la Fédération des Coopératives (FENACOO) a commencé en 1994 un travail de cette nature dans deux communes, qui viennent diversifier son expérience, jusqu'à cette date limitée à des formes de crédit liées à l'approvisionnement en intrants et à la commercialisation des récoltes. Le Fonds de Crédit décentralisé de la FENACOO, appelé FONDEFER, devrait se développer dans les années à venir et toucher déjà 5 communes en 1995.

Au niveau national, une entreprise intitulée Centre Coopératif de Services Agricoles, CECOOPSA, est formée en 1994 par des Unions de Coopératives de production (UCAs), une association de producteurs, ECODEPA, FENACCOOP, et commence à travailler dans les domaines de la commercialisation des grains, du sésame et le financement de la production.

### *Un projet qui n'est pas sans risques*

Le contexte économique actuel du pays est particulièrement instable. La libéralisation de l'économie a changé brutalement les règles du jeu. La construction en partant de rien d'entreprises nationales travaillant dans les domaines financiers et commerciaux non seulement n'est pas aisée, mais présente des risques considérables. La faillite d'Ecocodepa, tout comme celle de l'entreprise de commercialisation du café que les producteurs honduriens avaient créé à la fin des années 80, illustrent bien cette fragilité. Il s'avère difficile d'accumuler l'expérience nécessaire à cette échelle d'intervention et les difficultés prennent rapidement des proportions importantes, provoquant souvent la ruine de l'édifice tout entier, qui ne constitue qu'une seule entreprise.

Le projet d'entreprise de la UNAG répond en premier lieu, nous l'avons vu, à une revendication historique d'un secteur de grands et de moyens producteurs. Malgré les déclarations d'intention, et compte tenu du poids de ceux-ci dans l'organisation, de la difficulté de mise en place de structures participatives dans une dynamique d'entreprise gérée par des techniciens et non par des producteurs, de la coupure qui existe entre les structures coopératives actuelles et la majorité de la paysannerie, il est très probable que ce projet ne puisse répondre aux demandes de la majorité des petits producteurs. Ce risque s'accroît encore puisqu'il y a obligatoirement une certaine confusion entre les intérêts privés de certains producteurs et en même temps dirigeants de l'organisation, et les intérêts du secteur paysan dans son ensemble.

## **LA CONSTRUCTION CONTRADICTOIRE D'UNE NOUVELLE IDENTITE PAYSANNE: 2- LE PROJET DE RECOMPOSITION A LA BASE (UNAG ET ONGS)**

Alors que la UNAG travaille à la construction de ses propres entreprises, se développent en même temps en son sein des processus d'une toute autre nature: l'objectif en est de recomposer et d'élargir à la base l'organisation syndicale, en revalorisant l'image que les paysans se font d'eux mêmes, en recherchant leurs multiples savoir faire, en leur laissant

jouer un rôle protagoniste dans le développement, en leur donnant confiance en leurs propres forces.

Le travail se réalise le plus souvent avec des producteurs individuels (et pas nécessairement membres de l'organisation) sur des thèmes technologiques ("de Campesino a Campesino", conservation des sols, gestion de la fertilité, ...), sur le thème du crédit et sur quelques autres. S'inspirant des principes de l'éducation populaire, un certain nombre d'ONGs travaillent aussi dans cette même direction, avec ou sans lien direct avec la UNAG.

C'est cette seconde évolution que nous allons aborder maintenant, en détaillant l'exemple du programme "de paysan à paysan", (Programa de Campesino a Campesino) et en abordant beaucoup plus succinctement ses autres manifestations.

### Analyse du succès et des perspectives du mouvement de paysan a paysan <sup>1</sup>

#### *L'origine du travail de paysan à paysan*

C'est au Guatemala, à la fin des années 60, que s'initie le travail "de Campesino a Campesino": un technicien en retraite voulant travailler avec des indiens Cachikels, mais ne parlant pas leur langue, jette les bases d'une méthode qui permet aux agriculteurs d'assurer eux-même la vulgarisation <sup>2</sup>. Le niveau d'organisation s'élève rapidement, mais une répression sauvage met fin à l'expérience. Quelques promoteurs indigènes peuvent fuir au Mexique où ils initient au début des années 80 un travail similaire dans l'Etat de Tlaxcala, à Vicente Guerrero, basé sur des échanges entre paysans sur le thème de la conservation des sols et de l'eau.

---

<sup>1</sup> Toute la partie de cet article concernant le mouvement "de Campesino a Campesino" n'aurait pas pu être écrite sans les apports oraux et écrits des animateurs du mouvement et de nombreux producteurs du mouvement. Je dois des remerciements à tous ceux avec qui j'ai eu de passionnantes discussions au cours de plusieurs missions en 1994 et 1995, et tout particulièrement à Marcial Lopez, Eduardo Zamora, Jorge Iran et Byron Corrales, de la Junte de direction de la UNAG, avec qui j'ai eu le privilège de travailler plus directement.

<sup>2</sup> La très forte tradition agricole indigène, un système social qui intégrait des pratiques de coopération anciennes basées sur des échanges de travail furent autant de facteurs favorables. Le travail sur la conservation des sols et l'économie de l'eau permit grâce à un processus d'intensification du minifundio, de rompre localement la dynamique d'appauvrissement, de limiter les migrations temporaires des paysans. Une coopérative se constitua peu après, qui travailla dans des domaines variés (crédit, artisanat, intrants, et banque de terre) avec l'appui d'ONGs internationales (OXFAM, Vecinos Mundiales). La dynamique d'organisation ainsi générée fit que la coopérative s'attaqua au problème de la terre, si sensible au Guatemala, rachetant une grande exploitation de caféiers pour la répartir entre les paysans sans terre. La répression fut féroce, la coopérative fut dissoute et de nombreux indigènes furent assassinés. La systématisation de cette expérience a été réalisée par Rolando Bunch, qui travaillait avec la coopérative. (Source: entrevue avec Eric Holt, un agronome nord-américain qui a travaillé au Mexique avec eux et a participé dès le début à l'expérience de Campesino a Campesino au Nicaragua).



Les premiers contacts durables avec le Nicaragua ont lieu entre l'ONG mexicaine qui accompagne le processus (SEDEPAC) et la UNAG en 1987. Des paysans nicaraguayens se rendent au Mexique, et inversement, des paysans mexicains viennent au Nicaragua organiser des ateliers. Trois premières expériences de travail de conservation des sols dans des zones sèches et accidentées voient le jour avec la méthode "de Campesino a Campesino" <sup>1</sup>.

"Grâce à de nombreux échanges, les petits producteurs nicaraguayens ont commencé à accorder de la valeur au savoir faire paysan en mettant en pratique avec succès les techniques transmises par d'autres paysans. Cette auto-valorisation par la pratique a généré un processus de reconnaissance de leur propre potentiel, et du rôle qu'ils peuvent être amenés à jouer dans le développement. Cela a permis l'élargissement du programme à d'autres territoires, à d'autres thèmes technologiques, le développement d'une méthodologie de formation et d'apprentissage, celui de leur capacité productive, d'une conscience écologique, de l'organisation, etc ...

... le modèle technologique anti-écologique et anti-paysan qui depuis de nombreuses années avait été diffusé dans le pays a commencé à être questionné." <sup>2</sup>

Au début, le programme a connu un développement lent et difficile; s'il a assez bien fonctionné à Santa Lucía, il n'a pas réussi à prendre de l'ampleur près de Managua et a échoué à Teustepe, sans doute parce que la plupart des paysans pauvres n'y étaient pas propriétaires de leurs parcelles. Les instances dirigeantes de la UNAG n'ont pas montré au début un intérêt marqué pour cette nouvelle façon de travailler. C'est fondamentalement grâce au travail des paysans de base devenus promoteurs que petit à petit, le programme a conquis son propre espace.

Cependant, le président de l'organisation, Daniel Nuñez, a très vite compris l'intérêt d'un travail qui faisait que les producteurs revendiquent une véritable culture paysanne et il a appuyé l'initiative, sans probablement en avoir mesuré d'emblée le potentiel économique.

Il y a aujourd'hui plusieurs centaines de promoteurs, qui travaillent dans environ un tiers des communes du Nicaragua et sans doute environ 2,000 petits producteurs qui ont commencé à mettre en pratique ce qu'ils ont appris au cours des échanges, en particulier des techniques de conservation des sols très exigeantes en investissement travail, et ce

---

<sup>1</sup> Il s'agit de Teustepe, Santa Lucia (Boaco), y Pochocuape (Managua).

<sup>2</sup> Texte interne du Programme "de Campesino a Campesino". UNAG. Non daté. Communiqué par Marcial Lopez, coordonnateur de l'équipe nationale.

malgré un appui externe très réduit si on le compare aux projets classiques de vulgarisation <sup>1</sup>. Un véritable "mouvement", selon les termes que les acteurs eux mêmes emploient, semble en train de prendre corps. Pourquoi ce succès, là où tant de projets classiques ont échoué ?

### *Les conditions historiques d'émergence du mouvement*

Comme dans beaucoup de pays du tiers monde, l'évolution de l'agriculture nicaraguayenne a été fortement influencée par des faits externes et par des apports technologiques exogènes. La colonisation espagnole a introduit les outils en fer, les bovins et les chevaux, de nouvelles plantes cultivées; elle a aussi provoqué une impressionnante chute de la population. De ce fait, pendant plusieurs siècles, sont restés absolument prépondérants les systèmes de culture basés sur la défriche-brûlis (ou dans une bien moindre mesure, la défriche pourrissage), caractérisés par une productivité de la journée de travail relativement élevée, y susceptibles de se reproduire dans la durée tant que la densité de peuplement reste faible. Tant que des terres vierges ont été disponibles et facilement accessibles sur la frontière agricole, ou au sein même des propriétés foncières, aucun autre système ne s'avérait supérieur à ces formes d'agriculture en milieu "forestier" et ne pouvait les supplanter. L'usage de l'araire, pourtant bien connue des migrants espagnols, restera jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle, limité à quelques grandes haciendas.

Dans les systèmes de défriche brûlis, le mécanisme de reproduction de la fertilité repose sur une longue période de friche forestière, qui peut durer plusieurs dizaines d'années: elle permet essentiellement l'extraction par les racines d'éléments minéraux du sous-sol, la reconstitution de la matière organique des horizons superficiels; de plus, une longue période de friche permet d'éliminer en grande partie les graminées qui concurrencent les plantes cultivées, réduisant ainsi considérablement les besoins de sarclage.

Lorsque l'espace cultivé disponible par famille s'est réduit, du fait de l'essor démographique, mais surtout de changements sociaux qui ont beaucoup accéléré le phénomène <sup>2</sup>, les systèmes de défriche brûlis sont entrés en crise: les rendements des cultures ont chuté quand la période de friche a du être réduite; le contrôle des mauvaises herbes est devenu de plus en plus difficile; la fertilité des sols s'est petit à petit détériorée, et l'érosion est devenue de plus en plus grave. Il était devenu nécessaire de passer à un ordre mode d'exploitation de la nature. Dans de nombreux pays, le recours à l'utilisation de la traction

---

<sup>1</sup> OXFAM, puis la Fondation Ford ont appuyé le programme à ses débuts. Aujourd'hui, les appuis se sont diversifiés: Pan para el Mundo, la Communauté Européenne, et différents gouvernements ou ONGs européennes participent chacun d'une façon modeste au financement des activités, qui restent toujours en grande partie le fait de la mobilisation volontaire et non rémunérée des paysans eux mêmes.

<sup>2</sup> en particulier la privatisation des terres communales, l'appropriation des terres vierges par des producteurs puissants et des grands éleveurs, au cours du XIX ième et du XX ième siècles, qui s'inscrivaient dans le cadre des politiques d'incitation au développement du café.

animale avec l'araire et surtout la charrue, ainsi que le développement d'associations entre agriculture et élevage ont constitué les éléments centraux des nouveaux systèmes. Au Nicaragua, excepté dans quelques petites régions du pays, la structure sociale et la nature du développement économique de l'époque coloniale et post-coloniale n'ont pas permis la différenciation d'une paysannerie marchande capable de mener à bien ce processus d'intensification et de dépassement du système de défriche brûlis. Les paysans, dans leur immense majorité, n'ont pas eu la capacité d'accumulation qui leur aurait permis d'acquérir du bétail, des boeufs, et d'améliorer progressivement la productivité de leurs systèmes de production. Ils n'ont pas non plus eu accès à des moyens de production améliorés, comme les charrues, contrairement à leurs voisins du Costa Rica <sup>1</sup>.

Dès 1929, J.B.Knight, expert nord américain qui avait été envoyé pour aider à la formation du Ministère de l'Agriculture, soulignait que le comportement absentéiste des grands producteurs nicaraguayens était incompatible avec le développement et recommandait l'utilisation de la charrue, l'amélioration des jougs, l'établissement de rotations entre les cultures et l'introduction dans ces rotations de prairies cultivées, et l'utilisation de fumier pour améliorer les sols. Malheureusement, rien de tout cela ne fut possible: au Nicaragua <sup>2</sup>, les rapports sociaux ne permettaient pas la généralisation des techniques qui avaient joué un rôle clef dans la révolution agricole des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles dans les pays développés et qui inspiraient J.B.Knight.

A partir des années 50, avec le développement de la culture du coton, on assiste à des changements profonds des techniques agricoles, très différents de ceux que nous venons de mentionner: l'utilisation des intrants chimiques et la motorisation. Bien entendu, tous les producteurs n'ont pas accès à ces nouvelles techniques. Se développe alors une agriculture duale, où cohabitent des systèmes de défriche brûlis, semblables en de nombreux points à ceux du néolithique, et les systèmes cotonniers les plus modernes, qui utilisent une mécanisation sophistiquée et une grande quantité de produits chimiques, engrais et pesticides. Les engrais industriels joueront désormais un rôle central pour reconstituer la fertilité, au moins dans les exploitations agricoles de grande taille.

Dans les années 80, après la révolution sandiniste, et du fait de la politique volontariste visant à favoriser le développement de formes modernes de production, et de l'octroi de subventions considérables au travers du crédit et de la politique de taux de change multiples, l'utilisation des intrants chimiques augmentera considérablement, et concernera la grande majorité des producteurs. De fait, un accès à la terre beaucoup plus facile pendant et après le gouvernement sandiniste favorisera cette mutation.

---

<sup>1</sup> Au Costa Rica, la faiblesse de la présence coloniale a rendu possible l'émergence d'une couche importante de petits et de moyens producteurs, qui purent capitaliser, et réussir, au moins sur le plateau central, la transition des systèmes de défriche brûlis aux systèmes basés sur le labour, associés avec des plantations de café.

<sup>2</sup> Contrairement au pays voisin, le Costa Rica dont l'histoire agraire est si différente dès la période coloniale.

Il nous faut souligner cependant un fait capital pour la compréhension du phénomène: ce furent des conditions artificielles de prix qui permirent une généralisation si rapide de l'usage des engrais chimiques, des insecticides, et des herbicides. On a vu apparaître alors des systèmes de production étonnant, comme ceux qui combinaient des éléments des systèmes ancestraux de défriche brûlis avec des technologies issues de la révolution verte: les systèmes dégradés de défriche brûlis ont été améliorés avec l'utilisation d'herbicides appliqués avec des pulvérisateurs portés sur le dos, et avec des engrais chimiques appliqués avec le bâton fousseur. Ces paquets technologiques ont permis à court terme une récupération des rendements, en s'attaquant aux goulets d'étranglement principaux, le contrôle des mauvaises herbes et la disponibilité en nutriments. Par contre, ils ne se sont pas attaqués aux véritables causes du problème, la crise du mode de reproduction global de la fertilité dans les systèmes de défriche brûlis. Ces nouvelles technologies ont entraîné de sérieux problèmes de reproductibilité à moyen terme: baisse tendancielle de la fertilité, due à la diminution du taux de matière organique, aggravée par le recours très fréquent au feu, érosion et dégradation des sols, en particulier dans les zones de pentes, déséquilibres écologiques de plus en plus graves.

Ce processus de dégradation n'est bien sûr pas un cas isolé au Nicaragua. Il a été tellement général qu'il a justifié l'"invention" de ce concept "nouveau" pour les pratiques de développement, celui de durabilité. Ce qui avait toujours été la base implicite de l'immense majorité des systèmes de production dans le monde, devenait si rare que sa récupération devenait désormais la priorité.

Au Nicaragua, la gravité de la crise n'apparût au grand jour que lorsque prirent fin les politiques macro-économiques, et agricoles de subvention et de modernisation qui avaient été celles des huit premières années de la période sandiniste.

Avec l'application des mesures de stabilisation et d'ajustement économique, un des premiers objectifs a été de réduire les distorsions de prix et de supprimer les subventions. Très brusquement, sans transition, les paysans n'ont plus eu accès au crédit, et ont vu les prix des intrants industriels et des services mécanisés grimper en flèche. En quelques mois, ils ont dû renoncer à les utiliser, ou réduire considérablement leur usage. De nombreux systèmes de production qui avaient été développés par les producteurs au cours des années passées sont devenus d'un seul coup non viables économiquement.

Tel est le contexte dans lequel se développe le travail du programme "de Campesino a Campesino". Un certain nombre de facteurs favorables pour relever le défi, pour trouver des solutions, étaient réunis au Nicaragua. Dans le cas contraire, un développement rapide d'un mouvement paysan aurait très probablement été beaucoup plus difficile. Nous en avons déjà évoqué un certain nombre; énumérons rapidement les principaux:

- la transformation des structures foncières, de par la réforme agraire et la parcellisation des grands domaines et des coopératives offrait des perspectives nouvelles à l'intensification de la production paysanne
- les paysans, ou tout au moins certaines couches de la paysannerie, après avoir bénéficié pendant une décennie de politiques de subvention avaient pu atteindre un certain niveau d'accumulation
- l'expérience sociale très spécifique de la révolution, malgré toutes les limites que nous avons soulignées, laissait comme héritage dans les campagnes de nombreux dirigeants, promoteurs, paysans désireux d'aller de l'avant, prêts à expérimenter, à travailler pour résoudre leurs problèmes et ceux de leur communauté. Ces mêmes paysans, qui ont payé très cher les aventures politiques et militaires des années passées sont souvent déçus par le fossé qui se creusait entre leur vécu et les organisations politiques qui les ont mobilisés, utilisés, qu'elles aient été sandinistes ou contras. Ils sont sortis de leur isolement, ils ont voyagé (quelque fois à cause de la guerre), ils ont vu autre chose. Les paysans ont perdu la peur de s'exprimer, ont pris conscience d'exister: l'époque où ils étaient considérés comme étant des "indiens idiots, vicieux, incapables de se développer tous seuls" appartenait désormais au passé.
- l'émergence et l'affirmation progressive d'une organisation paysanne nationale, la UNAG, est un autre facteur important. La UNAG cherche son propre modèle, et est devenue un interlocuteur incontournable dans les débats économiques et sociaux du pays.
- les paysans ne peuvent plus compter ni sur l'accès aux intrants importés, ni sur les services d'assistance technique de l'Etat. Les techniciens qui avaient accompagné le processus de modernisation volontariste, qui souvent ne reconnaissaient pas le savoir faire paysan, et qui auraient résisté à un changement radical de techniques susceptible de diminuer leur pouvoir, de changer leur statut social, ne sont presque plus présents avec le secteur paysan. Il n'y a donc pas d'autre solution que de compter sur ses propres forces.
- enfin, la crise économique est si prononcée qu'il n'existe pas beaucoup d'opportunités de travail hors de la parcelle pour le petit agriculteur: la crise est aussi urbaine, la culture du coton a pratiquement disparu, et avec elle, des possibilités de travail temporaire pour des milliers de paysans pauvres, le café souffre de prix bas et des conséquences de la guerre, il n'y a pas encore de possibilités de migrations massives à l'étranger. Au début de la période de l'ajustement, le coût d'opportunité de la main d'oeuvre paysanne est devenu extrêmement faible.

Paradoxalement, la gravité de la crise économique et politique rend possible l'émergence d'un mouvement des paysans pauvres qui s'attaque en bien des points à la racine du mal. En comptant essentiellement sur leurs propres forces, les paysans s'organisent pour trouver des solutions à leurs problèmes, et s'attaquent à des éléments déterminants de la crise du système agraire. Le mouvement "de Campesino a Campesino" en est l'expression.

### *Les thèmes de travail*

Les échanges "de Campesino a Campesino" ont porté à l'origine sur deux thèmes, la conservation des sols et les engrais organiques. Ce n'est pas par hasard: face à la crise, il s'agit de rechercher et de mettre à l'épreuve de nouvelles formes de gestion de la fertilité; entend-on nous, non pas nouvelles en soi mais nouvelles dans le contexte nicaraguayen, où elles n'ont pas pu historiquement se développer. Le sol fertile n'est plus conçu comme un acquis, une donnée naturelle, mais bien comme le produit du travail de l'agriculteur.

Les producteurs expérimentent et mettent en place différentes techniques de conservation des sols et d'accumulation d'eau:

- ouvrages de conservation en courbes de niveau, avec murets de pierres, ou barrières végétales, le plus souvent associées avec des fossés destinés à piéger l'eau de ruissellement et favoriser son infiltration.
- barrages de récupération de ravines, travail du sol en courbe de niveau

Leur préoccupation essentielle est d'éviter l'érosion, les pertes de terre arable. Les agriculteurs récupèrent derrière leurs ouvrages cette terre qui s'en allait, la montrent à leurs voisins, aux visiteurs.

Ils s'emploient également à améliorer cette terre:

- fabrication de compost,
- utilisation du fumier, produit sur l'exploitation ou plus souvent récupéré chez un éleveur voisin ou auprès d'ateliers industriels avicoles: un fait nouveau, celui-ci étant jusqu'alors le plus souvent brûlé
- utilisation de légumineuses comme cultures de couverture (*Mucuna* sp., canavalia, cow pea, frijol mungo, lab lab, ...), en rotation ou associées à d'autres cultures,

- incorporation de matière organique, pailles, avec la houe, ou des instruments aratoires améliorés, et en utilisant non seulement les boeufs traditionnels, mais aussi chevaux et mules, moins onéreux pour un paysan pauvre, et réduction de l'utilisation du feu pour la préparation des terrains cultivés
- rotations de cultures, associations, et réintroduction d'arbres dans les espaces cultivés, pour le bois de chauffage, les fruits, pour l'affouragement des animaux, comme coupe vent, comme régénérateur de fertilité, ou pour une utilisation ultérieure comme bois d'oeuvre.

Dans les campagnes nicaraguayennes, les paysans se réfèrent en général pour évoquer la fertilité d'un lieu à la qualité du couvert forestier, "una buena montaña", et non pas à la richesse du sol. Les pratiques que nous venons d'évoquer au cours de leur diffusion et expérimentation sont l'occasion pour le producteur de retrouver la terre. Les paysans qui animent le programme "de Campesino a Campesino" parlent avec amour, avec respect de cette terre qu'ils ont "produite":

Don Enrique Mendoza, à Santa Lucia, montre avec orgueil, les mètres cubes de terre qu'il a récupéré dans ses barrages et qui lui permettent de récolter des bananes là où il n'y avait auparavant qu'une énorme ravine. Il explique que la couche fertile de sa parcelle terrassée, en 6 années de travail, est passée de 5 à 25 cm d'épaisseur. Pour lui, il est clair qu'il "a produit" cette terre, tout comme il a produit ses haricots.

L'agronome parfois s'insurge, crie au discours mystificateur, alerte sur les dangers des dogmes écolos ..., en soulignant qu'il y a eu seulement amélioration du sol, et qu'il ne faut pas dire n'importe quoi, sous peine de perdre sa crédibilité. Il a sans doute raison, d'un point de vue scientifique, mais l'essentiel pour le moment n'est pas là; il est bien dans la création d'une nouvelle "logique pratique", qui cherche déjà ses répercussions symboliques, et qu'analyse P.Bourdieu, dans le sens pratique:

"il faut reconnaître à la pratique une logique qui n'est pas celle de la logique pour éviter de lui demander plus de logique qu'elle n'en peut donner et de se condamner ainsi soit à lui extorquer des incohérences, soit à lui imposer une cohérence forcée" <sup>1</sup>

Cette terre, les paysans la prennent dans leurs mains, la font glisser entre leurs doigts, creusent pour en montrer la profondeur, en soulignent le caractère vivant. Il y a quelque chose de religieux dans leur attitude: tout se passe comme si ils retrouvaient, après plusieurs siècles quelque chose d'oublié; une résurrection, en quelque sorte.

Les petits producteurs nicaraguayens, qui étaient dans leur majorité passés d'une agriculture de défriche brûlis dégradée à des systèmes doublement dépendant d'intrants

---

<sup>1</sup> Pierre Bourdieu, Le sens pratique, Les éditions de minuit, Paris, 1980, p 144.

chimiques importés et de techniciens porteurs du modernisme, se réapproprient de cette façon un élément aussi essentiel dans toute agriculture paysanne que la lente fabrication d'un écosystème cultivé favorable, et ce à partir de la reconstitution d'un sol fertile.<sup>1</sup>

Autour de ces deux thèmes initiaux, et dans la mesure où ce qui intéresse le producteur est l'amélioration de son système de production dans son ensemble, viennent se greffer de nombreux autres, qui sont directement ou indirectement objets d'échanges lors des rencontres entre producteurs: la diversification des cultures, la lutte contre les mauvaises herbes, et en particulier l'utilisation des cultures couvre sol à cette fin, l'alimentation animale, les insecticides ou les produits répulsifs naturels, un contrôle intégré des insectes nuisibles, .... Tout un processus d'expérimentation paysanne empirique se met alors petit à petit en place.

Mais les thèmes en eux même ne suffisent pas à un tel processus. Les moyens pour atteindre les objectifs fixés sont au moins aussi importants que les résultats.

### *La méthode*

La méthode de travail "de Campesino a Campesino" rompt avec la tradition de l'assistance technique: le technicien n'est plus le seul à savoir et à enseigner; il devient avant tout un "facilitateur". Le producteur, au lieu de recevoir et d'obéir, devient le principal protagoniste du processus de diffusion et d'innovation technologique, une tâche qu'il assume tout à fait consciemment, en prenant des risques, en se trompant, en corrigeant ses erreurs, bref en apprenant.

Si au début du programme, la décision de travailler dans un village était prise par l'équipe d'animation du programme, c'est de plus en plus à la demande de producteurs qui ont eu connaissance du travail "de Campesino a Campesino" que s'opère l'élargissement du champ d'action. Les producteurs intéressés sont invités à visiter des expériences susceptibles de les aider à résoudre les problèmes qu'ils rencontrent dans leur village. Si leur intérêt se confirme pour une technique particulière, ils invitent des producteurs maîtrisant cette technique à organiser chez eux un atelier pour apprendre la technique. C'est un promoteur paysan qui leur rend alors visite, et au cours d'une première séance de travail, identifie avec eux les problèmes principaux qui doivent faire l'objet d'ateliers, planifie ceux-ci et les réalise. Les ateliers consistent en des travaux pratiques et sont exécutés sur la parcelle d'un des producteurs qui s'est porté volontaire. Le travail y est fait en équipe.

---

<sup>1</sup> A cela s'ajoutent des emprunts à leur expérience récente: ainsi le "frijol de abono" est attribué du qualificatif "l'urée que nous produisons nous mêmes".



Une partie des personnes ayant participé aux premiers ateliers commence à mettre en pratique sur leurs parcelles les techniques qu'ils ont appris, en les adaptant comme bon leur semble. Ils sont, et c'est très clair dès le début, responsables du succès ou de l'échec de l'expérience. Il ne reçoivent aucune aide matérielle extérieure. Les travaux les plus lourds, comme le travail de construction de terrasses et de tranchées pour favoriser l'infiltration sont le plus souvent réalisés à plusieurs, sur la base d'entraide entre les producteurs intéressés. Une fois le travail avancé, les producteurs peuvent recevoir d'autres ateliers, participer à d'autres rencontres.

Par la suite, ce sont eux-mêmes qui vont enseigner aux autres ce qu'ils ont appris. Ils reçoivent une formation qui les prépare à ce travail, et deviennent promoteurs; mais ils doivent, auparavant, avoir fait la preuve qu'ils ont déjà mis en pratique avec succès la technique sur leur propre exploitation. Les promoteurs ne reçoivent aucune rémunération. Le programme les aide parfois en leur remboursant les frais de voyage, et en assumant une partie des frais d'alimentation. Une autre partie est fournie par les paysans demandeurs de l'activité.

De nombreux échanges ont lieu lors de ces ateliers: l'atelier peut être organisé sur le thème de la conservation des sols, mais les producteurs observeront aussi quelles légumineuses cultivent leurs hôtes et reviendront avec des graines de Mucuna, d'une variété de haricot qu'ils ne connaissaient pas, ou avec des idées sur l'application de fumier.

Les promoteurs qui participent à ces échanges sont enthousiastes, motivés, et leur créativité impressionne. Ils sont heureux de participer à un processus de cette nature, même quand Cela implique un investissement en temps important qui n'est pas immédiatement rentable.

L'explication de cette mobilisation enthousiaste n'est pas seulement technique. Elle touche sans nul doute des domaines beaucoup plus profonds de l'individu et de sa conscience sociale. Un certain nombre de promoteurs avaient déjà travaillé comme activistes pour des syndicats paysans (UNAG), ou d'ouvriers agricoles (l'ATC), ou avec les groupes liés à la "contra" (Resistencia Nicaraguense). Mais cette fois, ce n'est plus l'adhésion idéologique à un projet qui les dépasse qui les fait se mobiliser et qui justifie leurs actes, ce sont leurs qualités de producteurs. Leur savoir-faire, leurs connaissances sont enfin reconnus, et ils en prennent conscience. Après des siècles de domination coloniale, au cours desquels, rappelons-le, l'indien, puis le paysan étaient considérés comme des sous hommes, après une décennie douloureuse d'espairs, de luttes, de guerres au termes desquels ils ont l'impression d'avoir été utilisés et d'avoir payé très cher leur participation à des causes qui n'étaient pas les leurs, peut-être est-ce la première fois que les petits producteurs sont vraiment reconnus. Ils ne reçoivent plus l'aide à laquelle on les avait habitués, mais en échange, ils ont cessé d'être assistés, et sont en train de conquérir une véritable reconnaissance sociale en devenant des acteurs principaux du développement.

Quelle victoire significative pour ces promoteurs quand des fonctionnaires des institutions de vulgarisation et de recherche du gouvernement, intrigués par leur succès là où tant de programmes bien dotés en moyens ont échoué, leur demande humblement de leurs montrer comment faire en matière de lutte anti-érosive. Quelle satisfaction également de voir des ingénieurs du monde entier leur rendre visite sur leurs parcelles et les interroger avec intérêt.

La méthode employée par l'équipe de promotion de la UNAG est à l'origine de ce succès. S'opposant souvent à des pressions très forte de l'appareil syndical traditionnel de la UNAG, l'équipe "de Campesino a Campesino" a voulu rompre radicalement avec le clientélisme. Il n'est fait aucun travail de prosélytisme pour la UNAG lors des ateliers du programme. Tous y ont leur place, anciens sandinistes, anciens contras, catholiques, protestants, et s'y exprime sur des bases nouvelles, en apprenant ensemble à résoudre leurs problèmes en comptant sur leurs propres forces. De fait, "de Campesino a Campesino" a pu travailler dans des villages où la UNAG n'était pas présente, où le sandinisme n'avait jamais pris racines. Le programme crée de fait les conditions pour un élargissement en profondeur des bases de l'organisation paysanne, ce qui est à terme vital pour la UNAG, même si Cela occasionne parfois des tensions bien compréhensibles au sein de l'appareil.

La méthode limite également le risque de ne plus reproduire que des recettes. Elle rompt avec le verticalisme qui a caractérisé le travail d'organisation antérieur. La validation par la pratique reste nécessaire pour accéder au niveau de promoteur, incitant celui-ci à innover, à transformer ce qu'il a appris pour l'adapter aux conditions de sa parcelle. C'est cet aspect de la méthode qui fait que "de Campesino a Campesino" soit en train de se transformer en un vaste mouvement d'expérimentation paysanne, avec une pléthore d'explorations en tous genre.

Il va de soi que tout ce que nous venons de décrire ne se met pas en place sans problèmes, sans hésitations, sans pertes de temps et d'énergie, sans risques. Tous les thèmes techniques ne se prêtent pas aussi bien à un travail de cette nature. Il faut entre autres choses pouvoir commencer à petite échelle, avancer graduellement, choisir des techniques ayant un effet positif appréciable immédiatement sur un problème ressenti comme essentiel par les producteurs, et que les paysans puissent eux mêmes facilement enseigner. Il faut aussi pouvoir compter sur des techniciens prêts à travailler de cette façon, ce qui implique un rupture fondamentale dans leur comportement et ne s'acquiert pas en quelques cours.

Mais le fait est là: quelque chose de nouveau est apparu, obligeant les organismes de développement à des interventions différentes pour accompagner sans le détruire le processus prometteur "de Campesino a Campesino".

### *La UNAG et les autres.*

De nombreuses Organisations Non Gouvernementales travaillent dans la même direction, avec ou sans coordination avec la UNAG. Certaines, comme le CEPAS, le CIPRES, l'UNICAM, ont bénéficié d'appuis fournis par les premiers promoteurs du programme "de Campesino a Campesino", avant de développer leurs propres variantes méthodologiques.

D'autres on travaillé dès le début en parallèle avec la UNAG. Certaines copient la forme en introduisant des divergences de fond, en payant par exemple un salaire aux promoteurs. Des logiques institutionnelles propres à chaque ONG viennent cependant parfois se superposer aux objectifs initiaux. Il semble même qu'un certain nombre d'organismes de l'Etat <sup>1</sup> cherchent à utiliser certains aspects de la méthode pour faire l'inverse de ce que construit la UNAG avec ses échanges horizontaux, se construire des réseaux de clientèle, à des fins électorales.

Force est de constater que, même quand il n'y a pas contradiction, les relations entre les expériences ne sont pas toujours fluides. Des programmes comme le PASOLAC, financé par la coopération suisse, ont pour objet d'aider à articuler ces diverses initiatives. Un centre d'information, de documentation et de réflexion comme le SIMAS, joue un rôle clef de capitalisation d'un bon nombre de ces expériences.

Si la multitude des intervenants élargit le champ d'action, elle fait aussi peser un danger réel sur l'avenir. Seules des organisations paysannes puissantes, nationales ou locales, peuvent sans doute structurer ces initiatives à moyen terme, et éviter à de nombreuses ONGs financées par l'aide internationale de retomber très vite dans des formes de paternalisme quelque peu rénovées. C'est pour cela que l'expérience de la UNAG n'est pas de même nature que les nombreuses expériences des ONG, qui participent pourtant d'une façon importante à atteindre une masse critique nécessaire pour un changement social dans les campagnes.

### **Les autres expériences (crédit non conventionnel, San Dionisio, ...)**

Les processus de reconstruction depuis la base ne se limitent pas aux actions que nous venons d'évoquer. Un peu partout, des actions locales le plus souvent appuyées par des ONG sont venues remplacer les mécanismes verticaux de l'époque où l'organisation paysanne vivait de la mise en application de politiques nationales du FSLN et du gouvernement. Beaucoup d'appuis fournis par les ONGs gardent avant tout une

---

<sup>1</sup> Il semble que ce soit le cas, dans certaines régions et sans doute pas dans tous les cas, des promoteurs que mettent en place le Ministère d'Action Sociale, ou le Ministère de l'Agriculture (les représentants agricoles). La UNAG elle-même, nous l'avons dit n'échappe pas toujours totalement à cette tentation.

connotation assistencialiste et n'arrivent pas à générer des processus durables capables de se reproduire et de s'alimenter de l'intérieur. Mais sur l'énorme quantité d'actions de cette nature aujourd'hui en cours au Nicaragua, il en est de plus en plus qui commencent réussir à créer des dynamiques susceptibles de rénover les formes d'organisation paysannes.

Certaines expériences font figure de pionniers, comme celle de San Dionisio, où, depuis plusieurs années, des associations locales de producteurs se sont formées pour inventer et gérer une banque rurale, la commercialisation et la transformation des produits agricoles, mais aussi sur beaucoup d'autres thèmes liés au développement local, et tout récemment sur le foncier, en commençant à intervenir sur le marché pour permettre l'accès à la terre d'un certain nombre de producteurs.

Dans le domaine du crédit, plusieurs dizaines d'organismes non gouvernementaux différents offrent et font la promotion de services financiers en milieu rural, et touchent environ 40.000 producteurs. Cependant, les volumes de crédit restent très faibles, de l'ordre de 1 % du total des montants destinés au secteur agricole au niveau du pays, et surtout, les expériences montrent encore une viabilité économique très limitée. Faisant exception à ce panorama général, le réseau de caisses d'épargne et de crédit montées par l'institut de recherche rurales de l'Université Catholique, NITLAPAN, un peu partout dans le pays, constitue un laboratoire grandeur nature de création d'organisations paysannes locales capables de donner un début de réponse aux problèmes de financement les plus aigus des petits producteurs.

La UNAG, au travers de la Fédération Nationale des Coopératives, commence de son côté un travail similaire, avec la promotion de caisses rurales d'épargne et de crédit ayant vocation de travailler au niveau avec les ruraux quelque soit leur activité, et leur appartenance politique ou syndicale, en inventant une nouvelle forme de crédit, adapté aux besoins les plus urgents des paysans pauvres, c'est à dire un crédit opportun, non lié à une production déterminée, et remboursable grâce à un système de garanties adaptées à ce type de producteur. Il s'agit bien là aussi de construire progressivement des organisations paysannes locales relativement autonomes ayant vocation d'intervenir dans le domaine du financement. Pour les appuyer, aider à la formation des cadres locaux, et pour assurer le financement de ces caisses, la FENACOOOP est en train de monter une structure particulière, qu'elle a nommé FONDEFER, et dont la forme définitive et l'articulation avec le système financier formel se définissent petit à petit.

## LA TRANSFORMATION DU MOUVEMENT PAYSAN EN UN MOUVEMENT SOCIAL EST ELLE POSSIBLE ?

### Crise et perspectives des organisations paysannes nicaraguayennes

#### *la réforme agraire des paysans en danger*

Les dynamiques de restructuration foncière que nous avons évoquées, et tout particulièrement la parcellisation des coopératives de production, constituent de fait une nouvelle réforme agraire, impulsée cette fois en silence par les paysans et dont l'impact économique potentiel est considérable. Seuls les producteurs ayant conscience que la terre leur appartient et qu'ils ne risquent plus de la perdre, commencent des processus d'intensification de la production, des travaux de conservation des sols. Ils commencent en général par clore la parcelle, en plantant des haies vives. Ils replantent des arbres, pour le bois de chauffe, le bois d'oeuvre, pour les fruits, pour l'alimentation du bétail ou comme coupe-vent. Ils construisent quand c'est possible leur maison sur le lopin, viennent s'y installer avec leur famille et entreprennent une transformation de fond des systèmes de production, avec une diversification des productions, et le plus souvent une combinaison entre le petit élevage, quelques têtes de bétail et les activités agricoles.

Mais, nous l'avons dit, les conditions ne favorisent absolument pas ces évolutions. Il y a tout d'abord l'insécurité sur le foncier. Les titres de réforme agraire, malgré les affirmations répétées de l'Institut de Réforme Agraire, ne constituent pas une garantie. Il y a eu trop d'abus, trop d'insuffisances et d'irresponsabilité: seule une faible partie des confiscations ont été conduites jusqu'au bout, les lois sont contradictoires, et le gouvernement n'a pas la volonté politique de garantir réellement la propriété aux bénéficiaires de la réforme agraire. La pression des anciens propriétaires est trop forte; la justice ne favorise jamais les petits producteurs. L'obtention d'un titre de propriété signifie un marathon couteux et dont l'issue reste toujours très incertaine. Finalement, cette situation profite à beaucoup d'avocats, d'hommes politiques, de militaires, d'entrepreneurs qui ont la possibilité d'acquérir pour une bouchée de pain des terres de qualité.

Le processus de parcellisation s'est accéléré lorsque les coopératives de production ont cessé d'avoir accès au crédit, quand il n'était plus possible de continuer comme avant. C'est souvent d'une situation de crise profonde que part la restructuration. Un certain nombre de coopératives ont accumulé des dettes importantes, constituées alors qu'elles travaillaient en collectif; elles sont souvent la conséquence des incohérences de la politique économique, de brusques changements des prix relatifs, de l'imposition par l'Etat d'investissements lourds (tracteurs, systèmes d'irrigation, ...) à des coopératives qui en ignoraient totalement les coûts, et qu'elles doivent brusquement payer en dollars. Souvent, un bon nombre d'associés ont quitté la coopérative en difficulté, laissant aux paysans restant et aux nouveaux venus les impayés. Aucun mécanisme n'est prévu pour soulager cette

dette héritée de la réforme agraire antérieure. Aucun mécanisme non plus pour que la dette puisse être répartie entre les associés, et payée petit à petit. Elle se transforme en un obstacle supplémentaire à la légalisation des titres de propriété, qui restent alors des titres de réforme agraire collectifs. La coopérative aux abois en arrive alors souvent à vendre une partie ou la totalité de ses terres, à des prix très inférieurs à leur valeur.

Souvent, contrairement à l'avis d'une majorité d'associés, les membres des juntas directives des coopératives ainsi que les dirigeants de la UNAG s'opposent à la parcellisation et à l'obtention de titres de propriété individuels sous prétexte que celle-ci favoriserait la vente de la terre. Il s'avère que c'est le plus souvent le contraire qui se passe: la meilleure manière pour les paysans de se défendre et de défendre leurs terres est de parcelliser: cela leur permet de mieux produire et rend l'acquisition de superficies importantes beaucoup plus difficiles pour les acheteurs. Si il y a vente, elle se produit entre petits producteurs, sans avoir pour conséquence la réversion de la réforme agraire. Certaines coopératives ont d'ailleurs commencé à étudier des formes de régulation de ce nouveau marché de la terre.

Alors que de nombreux indices montrent avec éloquence que les ventes des terres de la réforme agraire s'accumulent et s'accélèrent, ni le gouvernement, ni les organisations financières internationales qui appuient la réactivation économique du pays ne s'en inquiètent<sup>1</sup>. Sous prétexte de ne pas entraver le libre jeu du marché, libre cours est laissé à des phénomènes de ventes et d'achats qui n'ont rien à voir avec un marché normal, et qui permettent des processus d'accumulation de richesses très rapides pour quelques uns. Ce véritable intégrisme libéral aura pourtant des conséquences dramatiques, en réduisant à néant les effets positifs d'une réforme agraire dont l'approfondissement a été si difficile, et qui faisait que pour la première fois, les structures foncières allaient être compatibles avec l'intérêt du pays.

#### *la difficulté pour la UNAG de générer et d'articuler une proposition paysanne novatrice*

Ce qui est plus étonnant, c'est l'apparente incapacité dans laquelle se trouve la UNAG d'impulser des luttes et de faire des propositions pour défendre les acquis de la réforme agraire. Au lieu de prendre la tête du mouvement paysan et de sa réforme agraire, les dirigeants de la UNAG, à quelques exceptions près, semblent en rester aux schémas antérieurs, et résistent à toute rénovation, en défendant d'une manière statique des droits qu'ils estiment acquis.

Alors qu'une profonde rénovation du mouvement coopératif autour des problèmes de la terre et du crédit semble plus que jamais nécessaire, les propositions de lois qui émanent

---

<sup>1</sup> La UNAG, dans son rapport annuel de 1994, estime qu'entre 1993 et 1994, environ 190.000 m<sup>2</sup> du mouvement coopératif ont été vendues. (anexo mercado de tierra)

de la UNAG sur ce thème sont d'un conservatisme déroutant; l'organisation reste à la traîne d'un mouvement qui se déroule essentiellement à la base, mais qui n'arrive pas encore à se structurer et à s'affirmer.

Cet immobilisme trouve en partie son explication dans les contradictions entre les deux projets de la UNAG, et dans l'histoire que nous avons rappelée. Aujourd'hui, les intérêts économiques puissants d'une partie des producteurs jouent certainement un rôle d'inhibition à toute initiative qui pourrait les remettre en cause.

Mais il faut aussi signaler que le désengagement de l'Etat a désarticulé la UNAG, qui a vu se rompre avec lui bon nombre de liens de type syndicaux qu'elle entretenait avec les bases paysannes. Parmi les 50.000 petits paysans des coopératives de crédit et de services, qui étaient comptabilisés comme étant membres de l'organisation, combien ont toujours aujourd'hui un lien régulier avec l'organisation, maintenant que l'interruption du crédit a entraîné la disparition des coopératives ?

Contrairement à ce que pourrait laisser supposer le pouvoir et les initiatives d'entreprises de l'organisation paysanne la plus puissante du Nicaragua, la UNAG n'a pas réussi, contrairement à ses souhaits lors du deuxième congrès, à établir un système de cotisations de ses membres lui permettant un degré acceptable d'autofinancement. Elle dépend encore dans une large mesure de financements d'ONG internationales.

Il y a bien crise au niveau de l'organisation interne. Toute réorganisation du mouvement paysan viendra sans doute au moins en partie de l'intérieur de la UNAG du fait de l'héritage hégémonique de l'organisation, de la faiblesse des autres organisations paysannes au développement limité et essentiellement local. La personnalité et le charisme du président, Daniel Nuñez, a permis pour le moment d'éviter que la crise ne se traduise par des risques d'éclatement de l'organisation. Mais que se passera-t-il après Daniel Nuñez ?

### **Quel avenir ?**

Un des risques que court l'organisation est la tentation de ses dirigeants de réaliser des alliances politiques avec certains groupes nationaux dès les élections de 1996. Un rapprochement explicite avec le gouvernement actuel, que certains indices récents permettent de considérer comme un des scénarios possibles provoquerait probablement un éclatement de la UNAG comme organisation syndicale, et peut-être une individualisation ou privatisation croissante de ses principales entreprises économiques.

La capacité des secteurs paysans de recomposer assez vite leur capacité d'expression, de luttes serait alors la grande inconnue. Pourraient-ils éviter de retomber sous la coupe des diverses tendances politiques nationales en quête d'électeurs ?

Les transformations que nous avons évoquées au long de cet article montrent qu'il y a dans le mouvement paysan l'ébauche d'un mouvement social, qui cherche des solutions à des problèmes de société fondamentaux. Mais pour que celui-ci puisse s'affirmer, des convergences seront nécessaires avec d'autres secteurs de la société, des alliances qui ne soient pas seulement politiciennes. L'issue de ces évolutions reste encore très incertaine.